



AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

Septembre 2013 - volume 29 n°3



Vulgarisation et conseil agricoles



Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 29.1 - Avril 2013
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE
IED Afrique
24, Sacré Coeur III - Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@orange.sn
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnatrice : Awa Faly Ba Mbow

Comité éditorial : Bara Guèye,
Awa Faly Ba Mbow, Mamadou
Fall, E. Hadj Malick Cissé, Aly Faye,
Lancelot Soumelong-ehode,
Souleymane Cissé
Marie Mamour Diop

Administration :
Maimouna Dieng Lagnane
Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :
Imprimerie Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale

Farming Matters
ILEIA, P.O. Box 90
6700 AB Wageningen
The Netherlands.
Tel: +31 (0) 317760010
Fax: +31 (0) 334632410
E: ileia@ileia.org

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Edition espagnole
La revista de agro-ecología
Asociación ETC Andes, AP.18-0745,
Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Edition indienne
LEISA India
AME Foundation, PO Box 7836, Bangalore
560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

S O M M A I R E

- 4 Editorial
- 6 Capitalisation de l'expérience de l'ANCAR dans l'appui conseil à la lutte contre la salinisation des rizières du département d'Oussouye (Région de Ziguinchor, Sénégal). Mohamed Simon Ndène
- 11 Transfert de technologies pour le développement des chaînes de valeur agricole au Mali. R. Dembélé, B. S. Camara1, B. Sissoko, F. Camara, A. Kanté, A. Diané et A. Berthé
- 15 Promouvoir la diversification agricole pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans le Centre-Nord du Sénégal
Ndiame THIAM, Babacar MBAYE (FADEC/SUD)
- 18 Les visites d'échange : un outil de promotion de la RNA au Mali
Drissa Gana . Mamadou Diakité
- 20 Formation des formateurs sur les techniques agro-écologiques au Burkina Faso
Fatou Batta, Tsuamba Bourgo, Clarisse Diasso
- 22 Le dialogue social pour sécuriser les droits fonciers des femmes rurales, au Burkina Faso
Inoussa Maïga
- 25 Les femmes, vecteurs d'informations dans la Lutte contre les pesticides agricoles nocifs, au Ghana.
Rebecca A Sabri, Pogna Patricia Dianon, May Asumpta Mwinsigtend (RUWFAG-Lawra)
- 27 Des foires alimentaires traditionnelles pour valoriser les produits locaux au Ghana
Center for Indigenous Knowledge and Organisational Development (CIKOD)
- 29 Promouvoir l'élevage des chèvres à travers une approche intégrée pour lutter contre la pauvreté au Cameroun
Felix Meutchieye, Eliane Stephanie et Ebodiam Ebouelle
- 31 Un système de recherche-vulgarisation intégré : exemple du projet cobayes au Cameroun
Felix, Meutchieye, Idriss Gabriel, Nyebe Mvogo
- 34 Sites web
- 35 Bibliographie
- 38 AGRIDAPE Infos

18 Les visites d'échange : un outil de promotion de la RNA au Mali

Drissa Gana . Mamadou Diakité

Les paysans du cercle de Bankass dans la région de Mopti au Mali, font recours, depuis quelques décennies, à la Régénération naturelle assistée (RNA) pour faire face à la dégradation de leurs ressources naturelles et aux effets de la sécheresse et du changement climatique. Pour amener les communautés villageoises des cercles voisins à adopter cette méthode agro-écologique qui consiste à sélectionner et à suivre la croissance de jeunes pousses d'arbres à l'intérieur des espaces de culture, des ONGs ont organisé une visite d'échange d'expériences à Bankass. Cette visite d'échange a permis aux agriculteurs venus des autres villages de se faire leur propre opinion de la RNA. Une opinion favorable qui a facilité une large diffusion de la méthode dans la région.

UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

AgriCultureS est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial. **AgriCultureS** dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

Édition brésilienne *Agriculturas, experiências em agroecologia*
AS-PTA, Rio de Janeiro, RJ Brésil 20091-020
E-mail : paulo@aspta.org.br

ALIN (Arid Lands Information Network):
BAOBAB
AAYMCA Building, Ground Floor,
State House Crescent off State House Avenue
PO Box 10098 - 00100
Nairobi, Kenya
E: info@alin.net

Sites Web
<http://www.ileia.org>
<http://www.iedafrique.org/agridape.html>

Abonnements
AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

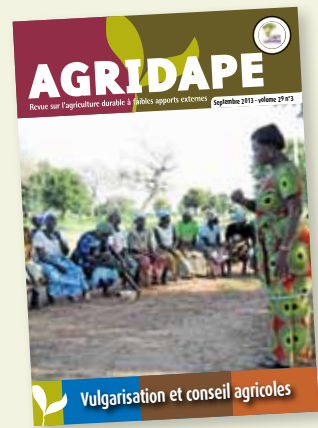
Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@orange.sn

Financement AGRIDAPE
Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et de DCSI

Photo de couverture :
Campagne de sensibilisation contre les pesticides au Ghana
Source :
Ruwfag

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



20 Burkina Faso : Le dialogue social pour sécuriser les droits fonciers des femmes rurales

Inoussa Maïga

Au Burkina Faso, les pesanteurs sociales font que les femmes ont difficilement accès à la terre, malgré le rôle important qu'elles jouent dans la production alimentaire. En juin 2009, une loi sur le foncier a été votée au pour faciliter leur accès à la propriété foncière. Le dialogue social engagé à travers des causeries-débats a facilité l'adhésion de tous, notamment les hommes, à cette nouvelle loi. Plusieurs propriétaires fonciers ont, par la suite, accepté de concéder des parcelles de leurs terres à des femmes, ce qui a renforcé l'autonomie de ces dernières et leur contribution à l'autosuffisance alimentaire.



31 Un système de recherche-vulgarisation intégré : exemple du projet cobayes au Cameroun

Felix Meutchieye, Idriss Gabriel, Nyebe Mvogo

Afin de contribuer au développement de l'élevage des cobayes au Cameroun, une filière au potentiel énorme, des chercheurs de l'université de Dschang ont initié un processus de vulgarisation dynamique basé sur la mise en place d'une plateforme d'innovations où les producteurs s'expriment librement sur leurs problèmes et placent sur les actions prioritaires à mener pour le développement de la filière Cobaye. L'initiative a suscité chez les communautés un vif intérêt pour la production, la transformation et la consommation de cobayes, favorisant ainsi un développement rapide de la filière.

Chères lectrices, chers lecteurs,

La vulgarisation et le conseil agricoles jouent un rôle important dans le partage des résultats de la recherche et des innovations technologiques avec les exploitants familiaux. Ils leur apportent l'encadrement nécessaire à l'amélioration de leur productivité et à l'accroissement de leurs revenus.

Dès lors, le développement de l'agriculture familiale, pour être efficient et durable, doit aller de pair avec la mise en place de systèmes de vulgarisation et de conseil agricoles adaptés aux besoins des producteurs.

Ce N° 29.3 d'AGRIDAPE, tout en mettant en lumière les défis qui se posent aux vulgarisateurs et aux conseillers agricoles, particulièrement dans un monde qui est en perpétuelle mutation, s'intéresse à des expériences réussies de vulgarisation et de conseils agricoles développées en vue d'aider les exploitants familiaux à accéder à des technologies innovantes capables de porter leur productivité et leurs productions à des niveaux plus élevés et d'asseoir une sécurité alimentaire durable.

Bonne lecture...



Vulgarisation, conseil agricole et sécurité alimentaire

4



Photo : Ruwfiag

Un champ école au Ghana

L'explosion démographique, qui induit des besoins alimentaires de plus en plus importants, et le changement climatique, qui dérègle les systèmes de production, ont rendu le défi d'une sécurité alimentaire durable encore plus difficile à relever pour beaucoup de pays. Avec une population mondiale qui dépasse, aujourd'hui, les 7 milliards d'habitants et qui risque de grimper, dans les quatre décennies à venir, à près de 9 milliards, l'agriculture ne saurait soutenir plus longtemps une hausse continue de la demande alimentaire mondiale, à moins qu'un réajustement des systèmes de production soit opéré de façon régulière avec le développement et la mise à la disposition des agriculteurs de moyens, de connaissances et de nouveaux systèmes d'organisation pouvant leur permettre d'atteindre des niveaux de productivité et de production de plus en plus importants. Il faut aussi s'assurer que les moyens techniques utilisés n'engendrent pas une dégradation irréversible des écosystèmes naturels réceptacles de la production agricole, pour asseoir une sécurité alimentaire durable.

L'agriculture familiale, base de la survie de 50 à 80% des populations vivant dans les

pays en développement où l'accroissement démographique est le plus marqué, a besoin de se réajuster pour s'adapter à l'évolution constante de la demande en produits alimentaires. Mais, le rôle important joué par les services de conseil et de vulgarisation agricoles donne des raisons d'espérer que l'agriculture familiale pourrait contribuer de manière plus efficiente à la sécurité alimentaire si elle est mieux encadrée. En effet, les conseillers et vulgarisateurs agricoles assurent le rôle de courroies de transmission des résultats de la recherche et assurent le lien entre chercheurs, agriculteurs et communautés, permettant ainsi la diffusion et la mise à l'échelle des connaissances scientifiques, des informations utiles aux producteurs et des technologies les plus innovantes susceptibles de contribuer à l'amélioration de la productivité et de la production.

La vulgarisation et le conseil agricoles permettent aux paysans de prendre en charge de manière plus efficiente, leurs besoins d'approvisionnement en intrants de toutes sortes, en équipement, en transformation et commercialisation des produits agricoles. De façon générale, ils permettent de

lutter contre la pauvreté en créant les conditions d'amélioration des revenus et des conditions de vie des paysans.

Le conseil et la vulgarisation agricole valorisent, par ailleurs, les savoirs et savoirs faire locaux en mettant les communautés au cœur du dispositif de conseil. Les technologies suggérées pour renforcer la productivité sont, le plus souvent, conçues par les communautés elles mêmes.

Promouvoir l'innovation pour vaincre la pauvreté

Faciliter l'accès à l'innovation est un gage de performance pour les exploitants familiaux. Dans ce cadre, les communautés locales sont dépositaires d'un savoir et d'un savoir faire insoupçonnés dont la valorisation pourrait permettre de trouver des réponses aux défis de la production.

Pour aider les agriculteurs de la région de Mopti, au Mali, des ONGs ont organisé une visite d'échange d'expériences qui a amené les producteurs du cercle de Tominian à découvrir les vertus de la Régénération naturelle assistée (RNA) chez leurs

homologues du cercle de Bankass. Depuis plus d'une décennie, ces paysans développent cette technique agro-écologique qui leur a permis de régénérer les sols dans leurs parcelles de culture, d'accroître leurs productions et de reverdir leur terroir.

Durant cette visite, les échanges d'expérience ont permis aux paysans de Tomian de comprendre la pertinence d'un tel système. De retour dans leurs villages respectifs, les paysans ont partagé ce qu'ils ont vu à Bankass. C'est ainsi qu'en peu de temps, la diffusion de la méthode de la RNA s'est faite comme une trainée de poudre. Un des facteurs de succès de cette visite a été l'implication des femmes qui ont joué un rôle non négligeable dans la dissémination de la RNA. (p.18)

Intervenant toujours au Mali, l'association SAA/SG 2000, s'est distinguée dans l'appui qu'elle apporte aux agriculteurs pour faciliter l'accès à des équipements et aux matériels agricoles. Elle part des résultats de la recherche pour vulgariser des technologies prometteuses en vue d'améliorer la productivité et la production des petits producteurs (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires, bonnes pratiques agronomiques).

L'intervention de SAA/SG 2000 est basée sur le principe des plateformes d'apprentissage depuis les champs de production jusqu'aux opérations post-récolte et d'amélioration de la qualité des produits destinés à la consommation et à la commercialisation.

Les actions de l'association ont permis à plus de 30.000 petits producteurs des Régions de Koulikoro Mopti, Ségou et Sikasso d'améliorer leurs productivités et leur production et ainsi d'assurer leur sécurité alimentaire et d'améliorer leurs conditions de vie. (p.11)

Au Sénégal, l'ANCAR a apporté un appui conseil important aux riziculteurs de la région de Ziguinchor confrontés depuis quelques années à un problème de salinisation qui compromet la culture du riz. L'ANCAR a procédé à un criblage des technologies de lutte anti-sel produites par la recherche et sur la base de déterminants d'acceptabilité socioculturelle, de pertinence scientifique, d'efficacité technique, de viabilité économique et de durabilité écologique, elle a accompagné les riziculteurs dans la valorisation des technologies suivantes : la digue anti-sel ; le chaulage et le phosphatage ; le paillage/mulching ; et la pépinière volante de vétiver pour la bio-ingénierie. (P.6)

Renforcer l'autonomie des agriculteurs par le biais de la formation

Le renforcement des capacités des producteurs et de leurs organisations à les diffuser à grande échelle permet la transition des systèmes de production inefficaces vers des systèmes plus durables et plus productifs. Dans le nord du Burkina Faso, les producteurs des communes de Gayeri et de Bilanga et certains de leurs partenaires ont interpellé l'Association Nourrir Sans Détruire (ANSD), une structure d'appui focalisée sur la promotion des technologies agro-écologiques, pour les aider à trouver des solutions appropriées à la dégradation avancées de leurs ressources naturelles et à la baisse de la productivité agricole.

En réponse aux sollicitations des producteurs et productrices, l'ANSD, en partenariat avec

les services techniques agricoles de l'Etat et les ONG partenaires locaux ont organisé une rencontre avec les représentants des villages pour approfondir l'analyse de la situation, convenir des solutions à appliquer et élaborer un plan d'action.

A l'issue de cette rencontre entre ces différents acteurs, il a été convenu d'un plan de formation des formateurs qui permet de mettre à la disposition de l'ensemble des villages des personnes compétentes pour assurer la formation de leurs pairs dans la promotion et la conduite des technologies agro-écologiques. (P.20)

Renforcer le rôle des femmes

Les femmes constituent d'excellents vecteurs d'informations en partageant des messages importants à d'autres membres de la communauté. Ce rôle important des femmes s'est illustré dans le cadre de la lutte, contre les pesticides, engagée dans le Nord du Ghana. Avec le support de CIKOD, une ONG locale, elles ont lancé une initiative contre l'usage des pesticides dont la forte concentration dans les aliments peut être source de maladie voire causer la mort. Cette campagne appelée 'Nous sommes la solution', a consisté à organiser une foire alimentaire pour promouvoir les qualités nutritives des produits biologiques locaux mais aussi partager des histoires avec les autres membres de la communauté (famille et amis) à propos des effets négatifs de l'usage des pesticides.

Cette campagne menée par les femmes a contribué à la diffusion des pratiques qui n'utilisent pas de produits chimiques. Dans le village de Kunyukuo et Tongo, par exemple, les femmes n'étendent plus de pesticides. Elles ramassent les excréments d'animaux et les utilisent comme insecticide et comme engrais biologique pour leurs cultures. (P.25)

Dans le centre ouest du Burkina Faso, les pesanteurs sociales font que les femmes, pourtant jouant un rôle important dans la production agricole, sont les laissées pour compte dans la distribution des terres. Dans la commune rurale de Cassou par exemple tout le patrimoine foncier est géré par les hommes. Mais depuis l'adoption de la loi sur le foncier rural en juin 2009, un dialogue social très innovant a été engagé au sein de la commune pour ouvrir la propriété foncière aux femmes. Des causeries débats et des animations impliquant l'ensemble des acteurs ont permis de sensibiliser les hommes sur l'importance de renforcer l'autonomie foncière des femmes. Suite à ces débats, de nombreux propriétaires fonciers ont accepté de concéder une partie de leurs terres à leurs femmes. (P.22)

Promouvoir la souveraineté alimentaire à travers la valorisation des produits locaux

Afin de favoriser la production de vivres pour nourrir les familles, améliorer la diversité des productions agricoles pour la nutrition et réduire les risques causés par les changements climatiques, le Center for Indigenous Knowledge and Organisational Development (CIKOD) du Ghana a organisé une foire des mets traditionnels en juin 2011 dans le district de Lawra. Plus de trois cents (300) femmes agricultrices et des centaines d'hommes et d'enfants des zones traditionnelles de Lawra et Nandom dans la région Upper West

ont participé à l'exposition des aliments et des semences locales.

La foire a eu pour résultat de renouveler la popularité des mets traditionnels, tout spécialement le tubani, qui étaient autrefois méprisés tout particulièrement par les jeunes. Le directeur du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture, séduit par cette initiative, a invité les acteurs à renouveler de telles initiatives qui participent de manière efficace à la promotion des produits alimentaires locaux. (p.27)

Au Cameroun, les chèvres constituent une richesse encore peu exploitée. Le « Projet chèvres Cameroun » a mis en place une plateforme d'innovation regroupant des acteurs clés des différents maillons de la filière à travers le Cameroun, à savoir le gouvernement, les institutions de formation et de recherche agricoles, les organisations d'éleveurs de chèvres, les ONGs, les commerçants, les restaurateurs, les institutions de micro-finance et le monde des médias, dont l'objectif est d'encourager et de structurer l'appropriation et le transfert de savoirs pour le développement de la production caprine locale. Le but du projet est la réduction de la pauvreté en milieu rural par l'élevage des espèces locales. (p.29)

Toujours, au Cameroun, un programme de recherche-action basé à l'Université de Dschang essaie de promouvoir la consommation des petits cobayes afin de booster l'élevage caviacole et contribuer au développement de cette filière aux potentiels énormes.

Pour atteindre le plus grand nombre de consommateurs sur le plan géographique et les sensibiliser sur les qualités nutritives des ces petits animaux, le programme a mis en place une plateforme multi-acteurs et a impliqué les médias. Des émissions radio et des documentaires TV ont été diffusées, dont certaines dans les langues nationales. Des entrepreneurs de différentes échelles se sont mis au jeu explorant d'autres possibilités d'investissement inattendues. Les messages de vulgarisation diffusés par les mass-médias mettent en exergue les atouts de production et les possibilités de transformation et d'ouverture sur le marché. Des communicateurs travaillent avec l'équipe du projet pour assurer la meilleure continuation des actions en cours. (p.31)

Quelques défis à relever

La vulgarisation et le conseil agricoles revêtent une importance stratégique pour les agriculteurs familiaux. Ils constituent, pour les exploitations familiales, des stimulants essentiels aux changements nécessaires pour s'adapter à l'évolution constante du monde et à la transition vers des systèmes de production capables de nourrir durablement le monde et surtout de lutter efficacement contre la pauvreté, au niveau local.

Cependant, les dispositifs de conseil mis en œuvre n'échappent pas toujours aux critiques. En effet, des outils et approches mal choisis et adaptés à un contexte qui ne sied pas donne rarement des résultats probants. Il s'avère dès lors nécessaire de relever le défi de l'adaptation de ces outils et approches aux contextes présidant à leur mise en œuvre afin de guérir l'agriculture familiale de ses maux, d'asseoir une sécurité alimentaire durable pour les paysans et lutter efficacement contre la pauvreté.



Capitalisation de l'expérience de l'ANCAR dans l'appui conseil à la lutte contre la salinisation des rizières du département d'Oussouye (Région de Ziguinchor, Sénégal).

Mohamed Simon Ndène

6



Photo : Simon Ndène

Digue anti-sel

Dans le département d'Oussouye (région de Ziguinchor, Sénégal), la culture du riz, une des principales activités agricoles de la zone, est sérieusement compromise par la salinisation des terres. Pour aider les paysans à faire face à ce problème qui menace leur sécurité alimentaire, l'Agence Nationale de conseil agricole et rural (ANCAR) a effectué un criblage des technologies de lutte anti-sel produites par la recherche sur la base de déterminants d'acceptabilité socioculturelle, de pertinence scientifique, d'efficacité technique, de viabilité économique et de durabilité écologique. De cet exercice de développement participatif de technologies, il a été retenu de valoriser dans les activités du projet les technologies que sont : (i) la digue anti-sel ; (ii) le chaulage et le phosphatage ; (iii) le paillage/mulching ; (iv) la pépinière volante de vétiver pour la bio-ingénierie.

Le riz, un intrant socioculturel menacé par la salinisation

Dans le département d'Oussouye, le riz est un « intrant socioculturel » incontournable dans les us et coutumes événementiels de ce milieu « Kassa » où : il participe au cérémonial sacrificiel, au rituel coutumier et à l'office cultuel religieux. Il sert de présent dotal et est utilisé pour le troc dans certaines transactions. Le riz reste aussi l'aliment de base de ces populations du

« Kassa » et contribue significativement à la sécurité alimentaire locale et à procurer des revenus additionnels et substantiels.

Cependant, les rizières du département d'Oussouye et de la Casamance en général sont devenues sulfatées acides salées depuis quelques décennies à tel point que le système traditionnel de dessalement de ces rizières par les producteurs ne donne plus de résultats satisfaisants.

Ainsi, le recours à de solides connaissances scientifiques et techniques bien documen-

tées et éprouvées par la Recherche, est devenu une voie obligée pour aider à récupérer et valoriser ces rizières sulfatées acides salées. En effet, la recherche a permis en Casamance, de mieux connaître : (i) les bas-fonds de la Casamance ainsi que le fonctionnement saisonnier des milieux fluvio-marins adjacents aux rizières (MONTOROI, 1996 et DACOSTA, 2001) ; (ii) la dynamique de l'eau et des éléments géochimiques des bassins versants aménagés (BOIVIN, 1984 et MARIUS, 1985) ; (iii) la

gestion des barrages anti-sel (ALBERGEL, 1991) ; (iv) les caractéristiques physico-chimiques des rizières (KHOUMA et al., 2005).

Ces acquis de la recherche, transférés aux services de conseil agricole et rural, permettent de les faire adopter comme solutions adéquates et durables pour récupérer et valoriser ces rizières. A ce titre, l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (AN-CAR), par le biais de sa Direction régionale de Ziguinchor a joué le rôle de courroie de transmission entre la Recherche et la Fédération régionale des groupements de promotion féminine (FRGPF) de Ziguinchor pour valoriser les acquis de la Recherche en matière de lutte anti-sel dans les rizières pour la « restauration des terres rizicultivables affectées par la salinité dans le département d'Oussouye ».

Stratégies d'intervention du projet de récupération des terres Salées

L'AN-CAR a accompagné la FRGPF de Ziguinchor dans le cadre de ses activités de conseil agricole et rural (appui conseil, intermédiation, fundraising, formation, vulgarisation...) pour la mise en œuvre de son projet de trois ans (Juillet 2006 à Juin 2008) de « Lutte contre la salinisation des rizières dans la région de Ziguinchor » financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

Principaux problèmes de dégradation	Causes identifiées
Les eaux de surface sont fortement salinisées. Au niveau du fleuve Casamance, l'intrusion des eaux marines s'étend sur près de 200 km (vers Diana Malari/Sédhiou) à partir de l'embouchure, entraînant ainsi une forte salinité notamment en saison sèche.	Baisse de la pluviométrie
Les sols sont marqués par différentes formes de dégradation: salinisation, acidification, sulfatation des vasières de bas-fonds, formation de tannes (Moyenne et Basse Casamance), érosion hydrique, éolienne et ensablement des rizières.	Les activités agricoles contribuent à la dégradation des ressources en sols
Dégradation de la végétation	Défrichements, coupes, feux de brousse, exploitation des zones de riziculture, exploitation abusive et anarchique de certaines espèces comme le <i>Pterocarpus erinaceus</i> et les palétuviers de la mangrove.

Tableau 1 : Problèmes et causes de dégradation (Source : Etude FAO/CSE Projet LADA, 2003).

La démarche d'appui conseil, adoptée par l'AN-CAR pour retenir et faire adopter de manière participative les technologies les plus adaptées pour faire face au problème de la salinisation, s'est déroulée selon les étapes suivantes :

Criblage des technologies de récupération et valorisation des terres salées :

Un criblage de technologies de lutte anti-sel a été effectué sur la base de détermi-

nants (1) d'acceptabilité socioculturelle, (2) de pertinence scientifique, (3) d'efficacité technique, (4) de viabilité économique et (5) de durabilité écologique. Pour ce faire, un exercice de développement participatif de technologies avec les rizicultrices et riziculteurs, nous avons appliqué la matrice suivante conçue à cet effet.

7

Types de technologies de lutte anti-sel préconisées	Déterminants pour l'Adoption de la technologie					Total de la cotation	Ranking
	Acceptabilité socioculturelle	Pertinence scientifique	Efficacité technique	Viabilité économique	Durabilité écologique		
Grands barrages anti-sel (exemple Affiniam)	0	01	0	0	0	01	11 ^{ème}
Micro-barrages avec vannes à crémaillères	0,5	01	0,5	0,5	0,5	03	10 ^{ème}
Digues anti-sel en terres avec ouvrages d'évacuation	02	01,5	02	02	01,5	09	1 ^{er}
Techniques de culture en billons (billonnage)	02	01	01	01	01	06	7 ^{ème}
Semences améliorées de riz (variétés hâtives, résistantes ou tolérantes au sel)	01,5	01,5	01,5	01	01	06,5	6 ^{ème}
Reboisement d'essences halophiles (halophytisme)	0,5	01	01	0,5	01	04	9 ^{ème}
Phosphatage (phosphate calcique, phosphogypse)	01,5	02	02	01	01,5	08,5	2 ^{ème}
Chaulage (coquillage)	02	01,5	02	02	01	08,5	2 ^{ème} ex-aequo
Paillage/mulching	01,5	01,5	01	02	01,5	07,5	4 ^{ème}
Fumure du sol (parcage bétail, contrat de fumure, kraalage...)	01	01	01	01	01	05	8 ^{ème}
Consolidation des digues en terres (andropogon, vétiver, panicum)	02	01,5	01,5	01	01	07	5 ^{ème}

NOTA : Le total de la cotation est de 10, c'est-à-dire que chacun des cinq (05) déterminants est coté entre une note minimale de zéro (00) et une note maximale de deux (02).

Analyse discriminante des facteurs d'adoption des technologies par le corps social :

Considérée comme une innovation, chaque technologie de lutte anti-sel qui a été retenue après le criblage a suivi le schéma ci-après (NDENE, 2005) pour le management sociotechnique du processus de vulgarisation des innovations technologiques dans le corps social du département d'Oussouye.

C'est à la suite de cette analyse discriminante faite de manière participative, interactive et itérative avec les bénéficiaires du projet que la FRGPF de Ziguinchor et la Direction régionale de l'ANCAR de Ziguinchor¹ ont convenu d'intégrer définitivement quatre technologies de lutte anti-sel dans le projet.

Résultats : présentation des technologies de lutte anti-sel des rizières adoptées

Technologie n°1 : La digue anti-sel avec ouvrage d'évacuation

Cette technologie provient des résultats de recherche de l'IRD et de l'ISRA, notamment à partir de programmes de recherche multidisciplinaire menée sur les terres sulfatées acides salées de Basse Casamance.

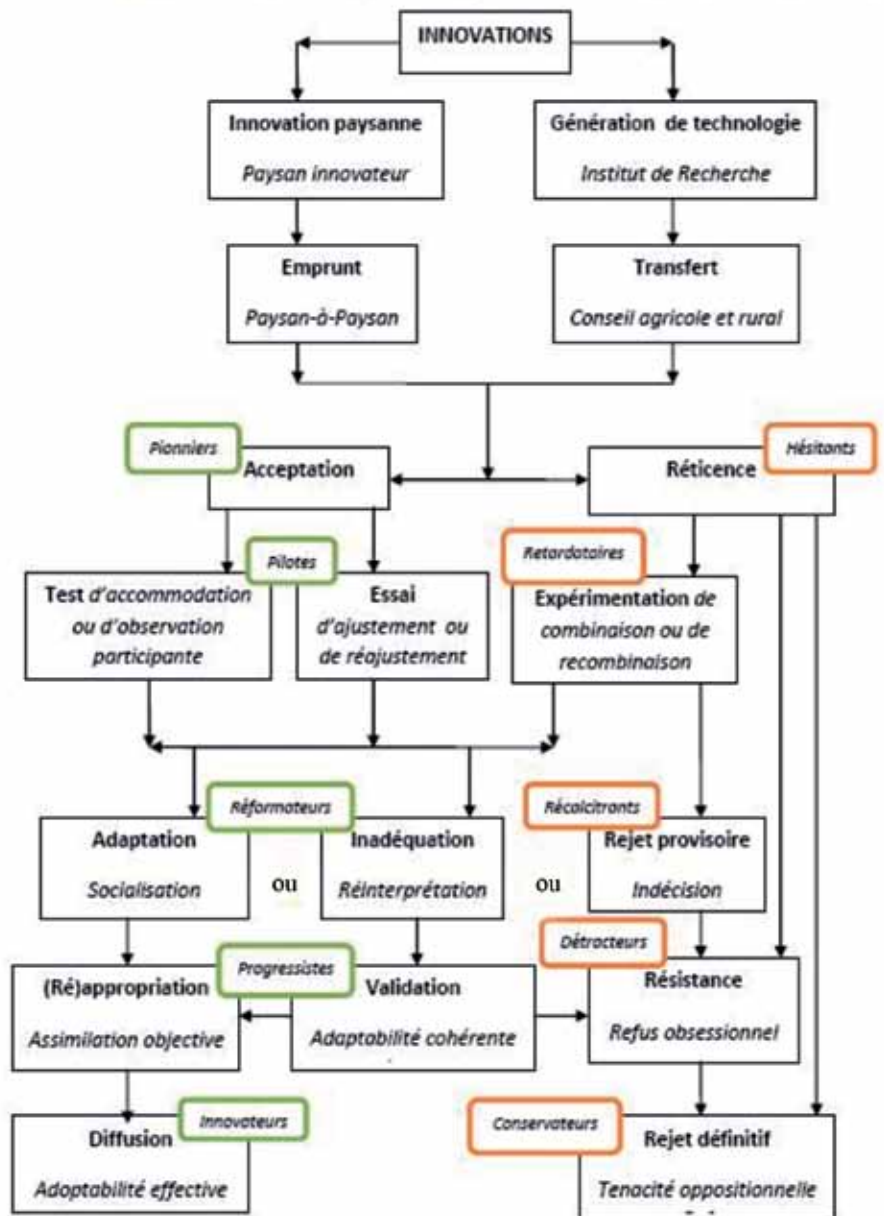
En effet, pour freiner la sursalure due à l'intrusion marine, la construction de digues a été un impératif pour barrer les chenaux de marées comme le montre la cinquantaine de petits barrages aménagés dans les années 1990 par le PROGES et le DERBAC en Casamance. Ces digues sont construites en terre amassée, généralement par couches successives afin de les rendre imperméables, sont compactées et stabilisées par «végétalisation» (avec de l'andropogon, du panicum ou du vétiver). Elles sont équipées d'ouvrages d'évacuation qui servent au début de la saison des pluies à évacuer les eaux de lessivage grâce aux premières pluies en ouvrant l'ouvrage dans un sens et empêcher les eaux de la marée haute de pénétrer. Durant la saison des pluies, l'ouvrage est maintenu fermé pour stocker l'eau de pluie et de ruissellement, qui peut servir d'irrigation de complément quand la pluie est insuffisante ou quand la saison des pluies se termine trop tôt et ce, jusqu'à la récolte.

Elles provoquent la dissolution des sels par les eaux pluviales en vue de leur évacuation périodique, l'accumulation des matières organiques à l'amont et favorise le développement de la végétation, des crevettes et de certains types de poissons.

Ces digues exigent cependant une main d'œuvre abondante et un entretien régulier

¹ La direction régionale de l'ANCAR de Ziguinchor est devenue Direction de la zone de la Basse et Moyenne Casamance

Management sociotechnique d'un processus de diffusion des innovations



©copyright, Mohamed Simon Ndène, 2005

lier des ouvrages à partir de la deuxième année d'aménagement. Les coûts prohibitifs sont aussi une contrainte majeure pour les paysans (Coût d'une digue anti-sel de 1.000 m avec un ouvrage de crue en béton armé équipé de batardeau : 2.808.200 F Cfa).

Technologie n°2 : Chaulage et Phosphatage des casiers rizicoles affectés par le sel

De manière empirique, les paysans utilisaient des coquilles d'huîtres de palétuvers broyées pour les épandre dans les rizières du fait de leur richesse en calcaire afin de permettre la neutralisation de l'acidité du sol.

Les recherches ont montré que la mise

en valeur des rizières devait s'attaquer d'abord à l'abaissement de l'acidité par la correction du pH4 à l'aide de techniques de chaulage ou d'apports de phosphates pour améliorer la mobilisation des sels dans le sol en vue de favoriser un dessalement localisé des terres rizicultivables pour que le riz accomplisse son cycle végétatif sans subir de stress. Le chaulage comme le phosphatage permettent un redressement de la fertilité et de la qualité chimique des sols dégradés.

Le chaulage est un apport de bases telles que le calcaire ou la chaux. C'est une solution efficace pour une neutralisation de l'acidité des sols afin de maintenir un bon potentiel de fertilité des rizières sulfatées acides salées. Quant au phosphatage, c'est

une technique agronomique de réhabilitation et d'amélioration des terres dégradées par des processus de salinisation et d'acidification.

Ce sont des techniques simples, accessibles et maîtrisables par les producteurs s'ils sont bien formés. Le gain de rendement en riz avec le Chaulage seul est de 1,2 fois par ha et par an, tandis que la combinaison Chaulage + Phosphatage accroît le rendement de 1,5 fois par ha et par an.

Les contraintes de ces techniques sont la disponibilité de la chaux (calcaire) ou du phosphate. Il y a une certaine compétition entre riziculture et génie civil (habitat, route) sur l'usage des coquilles d'huîtres (source de calcium). Le non respect des doses prescrites pour le contrôle des sels et de l'acidité peut également être source de problèmes. Aussi, Le phosphogypse contient des éléments métalliques (métaux lourds) (plomb, cadmium et chrome) qui peuvent être toxiques pour les plantes, même à faible concentration, et partant pour l'homme (bioaccumulation), etc.

Technologie n°3 : Paillage/Mulching de casiers rizicoles affectés par le sel

Le paillage est une technique de récupération des terres dégradées qui consiste à couvrir le sol, en particulier les parties dégradées, de tiges de mil ou de sorgho, de branchages ou de paille de riz.

Cette technologie a été retenue car elle permet de : (i) couvrir et protéger les rizières contre les érosions éolienne et/ou hydrique ; (ii) favoriser l'infiltration de l'eau de pluie dans les terres rizicultivables ; (iii) favoriser la restitution et l'enrichissement organiques des sols sulfatés acides des rizières ; (iv) conserver l'humidité du sol et réduire l'évaporation de l'eau du sol ; (v) augmenter les rendements de la riziculture pluviale en Casamance avec des rendements moyens de l'ordre de 1 à 1,5 tonne à hectare.

En outre, avec cette pratique le sol du billon est moins salé que celui du sillon. La pédofaune de ce milieu rizicole creuse dans le corps du billon des galeries qui favorisent la circulation de l'eau et le lessivage des sels. Par ailleurs, les études ont montré que pour empêcher la resalinisation des sols par remontée capillaire pendant la saison sèche, il était impératif de protéger la surface par une couverture morte (paille de riz) ou par le travail de la couche superficielle du sol.

L'avantage d'une telle technologie est qu'elle est simple et facilement maîtrisable par les producteurs (Coût du paillage 50.000 F Cfa/ha). Elle procure des rendements supplémentaires de céréale (environ 210 à 500 kg/ha/an) et des rendements supplémentaires de paille (environ 90 kg MS par ha et par an).

Les contraintes de cette technologie résident dans le fait qu'elle nécessite un respect scrupuleux des dosages de paille. Elle favorise aussi une augmentation de la sensibilité des cultures au stress hydrique en raison d'une grande teneur en matière organique mal décomposée. Il y a par ailleurs des risques de parasitisme par des insectes "nymphosant".

Technologie n°4 : Pépinière volante de vétiver pour la bio-ingénierie de digue anti-sel.

Le Vétiver (Cepp en Wolof et Sodhordé en Pulaar) est une technologie qui a montré son efficacité dans une diversité de conditions pédoclimatiques (plus de 120 pays) pour aider, avec facilité et à faible coût, à lutter contre les phénomènes érosifs, améliorer l'efficacité des pluies et contribuer à accroître les rendements agricoles.

Au Sénégal, le vétiver a été testé par l'ISRA et la FAO. Cependant sa mobilisation dans la lutte contre l'érosion n'a pu se faire correctement faute d'une bonne diffusion.

La pépinière volante de vétiver se définit comme étant un lieu d'élevage et de production des plants à proximité des digues à stabiliser par « végétalisation ». Le vétiver se multiplie par éclat de souche. Une pépinière de 1 ha de vétiver peut produire 100 à 150 kilomètres linéaires de haies vives.

Il a été choisi grâce à ses capacités à se multiplier par division (la plante est stérile), à fixer le sol par ses racines longues, solides et descendantes. Elle s'adapte à une forte amplitude écologique (large gamme de pH et de salinité) qui lui donne un intérêt en contexte de changements climatiques du fait de sa forte activité photosynthétique, et partant pour la séquestration du carbone. Il contribue à la purification de l'eau, réduit sensiblement l'érosion grâce à son système racinaire profond, massif et fibreux et peut être utilisé en artisanat (vannerie) et pour la chaume des toits. Le vétiver est par ailleurs un excellent fertilisant (compost) en agissant comme une pompe biologique qui remonte les sels minéraux, mais aussi est utilisé pour le paillage et peut servir de brise-vent ou de haie vive en protégeant les cultures.

Son coût d'acquisition (+/-200 F Cfa par éclat) et d'installation faible et son entretien peu exigeant du fait de sa rusticité (résistance à la sécheresse, au feu, au toxique, aux maladies) sont autant de raisons qui ont amené le projet à l'utiliser afin d'aider à stabiliser les digues anti-sel construites (« végétalisation »), mais aussi à protéger les vallées/bas fonds rizicultivables et ouvrages d'évacuation contre le phénomène d'ensablement dû à l'érosion.

Les seuls inconvénients de cette technique sont qu'elles s'adaptent très peu aux sols argileux de la région. La divagation du bétail pose par ailleurs un problème de croissance pour les plants.

Effets et impacts de l'utilisation des technologies de lutte anti-sel

«Grâce à l'adoption de ces technologies, le projet a permis d'assurer (1) une meilleure maîtrise des eaux et une gestion des rizières ; (2) une amélioration du rendement en riz ; (3) une production rizicole qui a contribué à accroître leur sécurité alimentaire. Ce qui, au plan quantitatif, se traduit par une récupération et protection de : 388 ha dans la vallée d'Ediougou, 413 ha dans la vallée d'Oussouye, 331 ha dans la vallée de Kalobone, 280 ha dans la vallée Carouate et 210 ha dans la vallée Kahinda. Autrement dit, c'est un total de 1.622 hectares qui a été ainsi récupéré, soit un potentiel de rizières pouvant produire 2.433 tonnes de riz paddy et 1.641 tonnes de riz blanc.

On a aussi noté une régénération de la mangrove et à une reconstitution du stock halieutique».

Contraintes et Leçons apprises des stratégies de récupération et valorisation des terres salées

Contraintes

- Eloignement des chercheurs du fait de la fermeture de la station de recherche de l'ISRA de Djibélor, ce qui a créé une cassure de la chaîne entre la recherche et la vulgarisation ;
- Cellule de Recherche Développement (OP-Recherche-Conseil) non fonctionnelle ;
- Investissement lourd pour la construction de digues, voire coûts prohibitifs comparés au pouvoir d'achat des paysans dans un contexte de pauvreté.
- Indisponibilité de certains matériaux tels que la chaux, le phosphate, le phosphogypse...
- Compétition d'usage entre l'agriculture et l'élevage pour l'utilisation de la paille de riz
- Déficit en capacités analytiques (ressources humaines, matériels) pour les analyses, mesures et suivi (avant, pendant et après) de certains paramètres
- Déficit d'intelligibilité du langage scientifique de la recherche pour les conseillers et les paysans
- Différences de perception et de représentation entre paysans, chercheurs et conseillers
- Pas de temps politique (projet) différent du pas de temps social (paysans), qui est également différent du pas de temps technique (recherche et conseil)

Tableau 4 : Quelques pistes de recherches pour améliorer la performance des technologies de lutte anti-sel

La digue anti-sel avec ouvrage d'évacuation	Chaulage et Phosphatage des casiers rizicoles affectés par le sel	Paillage/Mulching de casiers rizicoles affectés par le sel	Pépinière volante de vétiver pour la bio-ingénierie de digue anti-sel
<ul style="list-style-type: none"> · Modélisation de la dynamique de salure et/ou d'acidification des sols en relation avec la problématique du dessalement ; · Etude sur la digue comme investissement structurant du système agraire (ouvrage de génie rural d'aménagement hydro-agricole, infrastructure de protection contre l'avancée de la langue salée, une voie de communication et de désenclavement) 	<ul style="list-style-type: none"> · Actualisation des normes agronomiques d'amendement phosphocalcique en riziculture sur sols sulfatés acides salés ; · Sélection variétale d'espèces de riz (réactualisation de la carte variétale du riz) pour la mise en valeur agricole des sols sulfatés acides salés des rizières · Mise en place d'essais à la parcelle et sur bassin versant à long terme avec diverses combinaisons de méthodes de mise en valeur et de systèmes de cultures en prenant compte le continuum soleau- plante et la variabilité spatiotemporelle ; · Programme de calcul (modélisation mathématique) pour la prédiction de la salinisation et/ou de l'acidification des sols des rizières. 	<p>Chimie agricole des sols salés, notamment sur les différentes formes⁵ du sodium, des anions sulfate, aluminium et fer ;</p> <ul style="list-style-type: none"> · Etude de la cinétique d'humification de la paille en milieu sulfaté acide salé, notamment l'influence des ions sodium sur les mécanismes d'humification de la paille · Géochimie isotopique des ions sodium via des marqueurs tels que le Carbone 14. Dans ce cadre, la paille sera utilisée comme substrat carboné marqué afin d'établir l'étude de corrélation (régression linéaire) entre la salinité exprimée par la conductivité électrique et le degré d'humification 	<p>Etude de bio-ingénierie du vétiver sur sols salés</p>

10

Leçons apprises

En termes d'enseignements généraux, pour un taux d'adoption significatif d'une innovation technologique, il est nécessaire de considérer trois critères fondamentaux ci-après :

L'inventivité de la technologie qui est comprise comme la combinaison de : (i) l'acuité de la problématique que la technologie est appelée à résoudre ; (ii) la crédibilité scientifique et technique de l'inventeur (concepteur ou initiateur) de la technologie ; (iii) l'originalité de la technologie, c'est-à-dire le caractère innovant ou « innovabilité » ; (iv) la qualité intrinsèque, à la fois scientifique et technique, de la technologie ; (v) de plasticité contextuelle et circonstancielle qui permet une incorporation spatiotemporelle dans le corps social ;

La viabilité de la technologie qui est sous tendue par : (i) la simplicité du protocole, du procédé ou du "process" technologique ; (ii) la facilité d'utilisation de la technologie ; (iii) l'autonomie des bénéficiaires et utilisateurs de la technologie ; (iv) l'attractivité, c'est-à-dire de portée et audience dans le corps social ; (v) la reproductibilité (« imitabilité ») qui favoriserait le mimétisme par une masse critique qui peut ainsi la copier ou la répliquer ;

La gouvernabilité de la technologie qui prendrait en compte les indicateurs : (i) d'efficacité ou faculté à produire les résultats attendus, et partant lever/atténuer la contrainte identifiée ; (ii) d'efficacité qui permet un rapport qualité/prix conforme au pouvoir d'achat (coût supportable) ; (iii) de performance sociale ; (iv) de durabilité écologique ; (v) d'adaptabilité de la technologie à la dynamique incessante de changement.

Conclusions et recommandations

Les phénomènes séparés et conjugués de salinité et d'acidité ont constitué de réelles contraintes à la mise en valeur des rizières de Basse Casamance, et du département d'Oussouye en particulier. Ce qui s'est traduit par une régression de ces terres rizicultivables du fait d'une baisse de fertilité et de productivité des sols.

Cependant, selon une approche pluridisciplinaire, voire interdisciplinaire et une coopération inter institutionnelle, il est possible de récupérer et valoriser ces terres salées en prenant en considération l'adage qui veut que « si la pratique sans la science est un vain effort, la science sans la pratique, elle, est un vain trésor ». En effet, selon PEDRO6 (2001), dans l'étude des sols, il est clair qu'il faut donc continuer à faire de la science fondamentale, sans toutefois être coupé des problèmes pratiques ; ceci est impératif en vue de la protection de cette ressource et de la mise en œuvre d'une exploitation durable.

Toutefois, pour mener toute action de récupération et de valorisation de terres salées, l'enseignement majeur tiré de cette expérience d'appui conseil nous montre qu'il est impératif de comprendre l'action à la fois différenciée et simultanée dans le temps et l'espace : (i) des facteurs pédoclimatiques et géochimiques qui conditionnent la fertilité ; (ii) la géomorphologie, notamment la topographie et la toposéquence ; (iii) l'hydrogéologie et la géochimie des éléments minéraux, en particulier des sels...

Dans ce cadre, le rôle du Conseil agricole et rural sera d'apporter une aide au producteur pour construire le meilleur compromis

possible entre les logiques paysannes (OPA) et techniciennes (Recherche) notamment grâce à une approche participative et une ingénierie sociale pour la promotion d'un processus de développement participatif de technologie. Autrement dit, il faut comprendre le cadre de référence et d'analyse du paysan, appréhender son processus décisionnel et sa logique d'action pour mieux saisir les raisons apparentes et sous-jacentes à ses pratiques. Une telle démarche permettra de l'aider à proposer et adopter des solutions socialement acceptables, économiquement viables et écologiquement durables.

Au total, dans un contexte de changements climatiques, la question est de savoir qui de l'homme ou de la nature sera plus rapide pour gagner le combat pour la valorisation agricole des terres salées ?

Mohamed Simon Ndène

Ancien Responsable Qualité et Environnement et ancien Directeur technique par intérim de l'ANCAR Actuel Responsable Technique du Fonds national de Développement agro-sylvo-pastoral (FNDASP) / Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural ndenesimon@yahoo.fr

Ce texte a fait l'objet d'une communication présentée par l'auteur lors d'un séminaire organisée par l'ISRA et le CRDI ; L'auteur remercie l'ANCAR, la Fédération régionale des Groupement de promotion féminine (FRGPF) de Ziguinchor, le FEM qui a bien voulu financer le projet d'où sont tirés ces résultats et les populations du département d'Oussouye à qui est dédié cet article ;



Transfert de technologies pour le développement des chaînes de valeur agricole au Mali

R. Dembélé¹, B. S. Camara¹, B. Sissoko², F. Camara², A. Kanté², A. Diané² et A. Berthé³



Photo : SAA/SG 2000

11

Formation des formateurs à Banamba

Au Mali, l'association Sasakawa pour l'Afrique (SAA/SG 2000) se base sur les résultats de la recherche pour vulgariser des technologies prometteuses en vue d'améliorer la productivité et la production des petits producteurs (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires, bonnes pratiques agronomiques). Cette dissémination se fait avec l'appui des structures déconcentrées de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) notamment les Directions Régionales de l'Agriculture et les Offices dont le personnel de terrain est la cheville ouvrière. Ces interventions ont permis à plus de 30.000 petits producteurs des Régions de Koulikoro Mopti, Ségou et Sikasso d'améliorer leurs productivités et leur production et ainsi d'assurer leur sécurité alimentaire et d'améliorer leurs conditions de vie.

L'association Sasakawa pour l'Afrique (SAA/SG 2000) intervient au Mali depuis 1996, sur la base d'un accord-cadre signé entre elle et le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité Intérieure, sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, avec comme principal partenaire la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA).

Principal organisme de vulgarisation et de conseil agricoles au Mali, son intervention est basée sur le principe des plateformes d'apprentissage depuis les champs de

production jusqu'aux opérations de post-récolte et d'amélioration de la qualité des produits destinés à la consommation et à la commercialisation. Les Plateformes d'Apprentissage des Producteurs (FLP), composées de Parcelles d'options Technologique (TOP) et de Démonstration Gratuites pour les Femmes (WAD), sont utilisées pour la dissémination des technologies prometteuses d'amélioration de la productivité agricoles des petits producteurs. De même, les technologies de gestion post récolte et de transformation sont

introduites à travers les Plateformes d'Apprentissage des entreprises post Récoltes (PHELP). Les producteurs sont organisés en coopératives dont les capacités sont renforcées en gestion coopérative et d'entreprise. L'encadrement et la formation des acteurs se font à toutes les étapes selon le principe du «*LearningbyDoing*», basé sur la gestion de l'information sur les innovations techniques et les connaissances qui permettent une adaptation, une modification et un transfert de compétences, de technologies et d'approches, en vue d'améliorer l'efficacité et les impacts à travers la communication et le partage des leçons apprises ainsi que les bonnes pratiques pour une prise de décisions opportune et fondée sur l'évidence.

La démarche

Sélection de zones

La DNA à travers ses démembrements fait une proposition de zones d'intervention selon des critères élaborés par SAA et soumis à la DNA.

¹ Chargés de Programme productivité agricole et gestion post récolte et transformation

² Coordinateurs techniques productivité agricole, gestion post récolte et transformation, Développement des ressources humaines et Suivi-évaluation

³ Directeur SG 2000 Mali

Diagnostic des besoins et des contraintes

Suite à cette proposition, un diagnostic participatif est effectué par le soin des thématiques pour confirmer ou infirmer les villages proposes. Ce diagnostic a pour objectif majeur d'analyser les contraintes du village pour en tirer des conclusions qui sont développées sous forme de solutions ou options, permettant un choix de technologie appropriée.

Mise en place du Comite villageois de développement

Dans le village retenu, on met en place une structure appelée Comite villageois de développement (CVD) dont le Président est le chef du village ou son représentant et le comité comprend 7 membres dont 2 sous comités majeurs, celui de l'apprentissage et de la formation dont les rôles consistent à diffuser les technologies apprises.

Mise en place des plateformes de démonstration et d'apprentissage

La mise en place des plateformes suit une logique en donnant différentes alternatives de technologies pour résoudre les contraintes analysées. La plateforme d'apprentissages des paysans ou FLP est le support de résolution des contraintes identifiées par le diagnostic participatif. Elle est composée d'un TOP (résolution des 3 contraintes majeures identifiées) et de 3 WAD (parcelle individuelle monoculture en fonction d'une contrainte). Elle peut, selon les besoins, comprendre des CVP, des seed priming, etc... Cette plateforme ou FLP est le lieu où les producteurs/trices apprennent à voir, entendre parler et à exécuter par eux même les options technologiques.

Formation

La politique consiste en la formation des formateurs et celle des producteurs/trices au moyen de modules appropriés sont développés pour la formation ensuite des producteurs par les formateurs formes. Les formateurs formes sont deux ordres les paysans leaders et les agents de vulgarisation. Des séances de formations intensives et des échanges inter paysans ainsi qu'une journée paysanne constituent des approches de partage des expériences.

La politique consiste en la formation des formateurs et celle des producteurs/trices au moyen de modules appropriés sont développés pour la formation ensuite des producteurs par les formateurs formes. Les formateurs formes sont deux ordres les paysans leaders et les agents de vulgarisation. Des séances de formations intensives et des échanges inter paysans ainsi qu'une journée paysanne constituent des approches de partage des expériences.



Photo : SAA/SG 2000

Prestataire privé ayant bénéficié de l'appui de SAA/SG 2000

Quelques résultats

Tableau N° 1 : Zone d'intervention de SG 2000 de 2010 – 2012 au Mali

Régions	Nombres							
	villages	Producteurs	TOPs ⁴	WADs ⁵	Vitrines ⁶	PTP/PP ⁷	PHELP ⁸	OP ⁹
Koulikoro	161	5 532	27	81	2	2832	0	154
Sikasso	42	4 200	42	126	3	0	10	229
Ségou	127	5838	30	90	2	2838	1	104
Mopti	19	1 900	19	57	0	0	0	19
Kayes	24	2 400	24	72	2	0	0	24
Total	373	19 870	142	426	9	5 670	11	530

Les plateformes d'apprentissage visibles à l'entreprenariat rural, sont les Centres de Gestion Post-Récolte et de commercialisation, qui ont permis à plus de 40 000 producteurs et productrices d'adopter des bonnes pratiques de post-récolte, qui diminuent les pertes post-récolte et améliorent la qualité des produits.

Ces Centres sont des structures physiques qui regroupent autour d'elles au moins 10 villages dont un village hôte et 09 villages satellites. Ils sont dotés d'un parc d'équipements de post-récolte et de transformation et offrent une opportunité d'affaires pour les producteurs et les femmes.

En plus des plateformes, SAA a eu à mettre à la disposition des producteurs une dizaine de batteuses multigrains, 10 décortiqueuses riz, 235 décortiqueuses d'arachide, 756 bâches, 956 palettes et 756 tamis trieuset a réhabilité 45 magasins de stockage et construit 235 aires de séchage dans le cadre du Projet d'Urgence d'Appui à la Campagne Agricole 2012-2013. .

⁴ TOP : Parcelle d'Option Technologique, incluant la proposition de solutions aux 3 contraintes majeures identifiées

⁵ WAD : woman assisted demonstration, c'est des parcelles individuelles incluant un résultat unique des contraintes au TOP

⁶ PTP/PP: c'est une parcelle à travers laquelle le producteur teste de sa propre initiative et à ses frais les technologies qu'il a adoptées des TOP ou WAD.

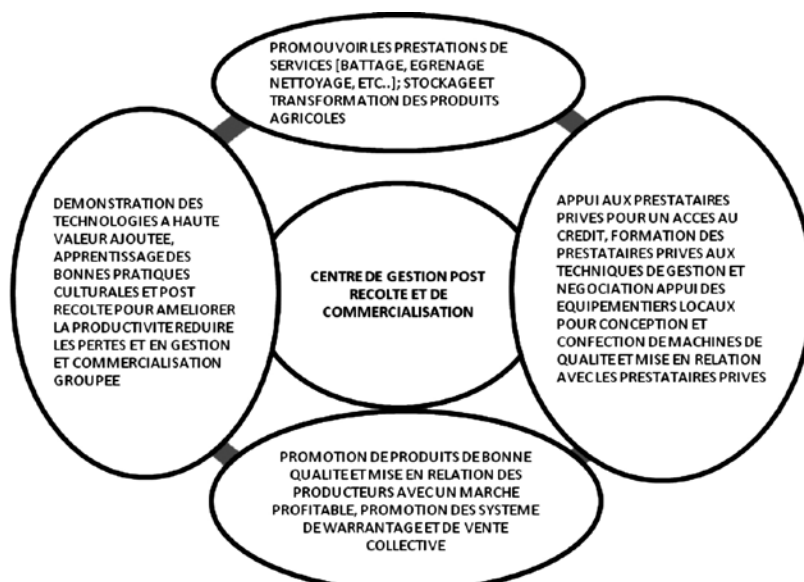
⁷ PHELP : Postharvest Extension and Learning Plateform

⁸ OP : organisation paysanne

Visitez
la page web
de AGRIDAPE

<http://www.iedafrique.org/agridape.html>

Schéma du modèle de vulgarisation des technologies post récolte par SAA



Ces centres de gestion post récolte et de commercialisation font de la prestation de services dans 110 villages impliqués les résultats ci-dessous montrent les réalisations faites en 2013

Tableau N° 2 : Quantités de produits commercialisés par centre

Plateformes	Qté Mais (T6)	Qté Mil (T)	Qté Sorgho (T)	Qté Riz (T)	Qté Arachide (T)	Total (T)
Diomatene	31	2	2	5	0	40
Fanidiama	304,23	0	0	0	0	304,23
Kiffosso I	11	0	30	0	0	41
Koloni boundio	40	0	0	1	10	51
Kolonto	60	1,1	37,4	1	0	99,5
Lobougoula	127	0	0	200	1	328
Madina Kouroulamini	29,4	3,6		0	0	33
N'Golonianasso	65,4	2,7	36	0	0	104,1
Niamala	270,3	5	3	4	0	282,3
Selingue	80	0	0	5	0,5	85,5
Total	1018,33			216	11,5	1368,63

Source : Enquête diagnostic des OP par la thématique 3, 2013

Les centres ont permis l'adoption de certaines technologies par les producteurs notamment l'achat de 20 décortiqueuses d'arachide et d'une batteuse multi graines par les producteurs du centre de Fanidiama (cercle de Kadiolo, région de Sikasso).

Contraintes et défis

- Quelques mésententes entre les autorités locales et les producteurs sur le choix et la gestion des plateformes;
- La question d'appropriation de la plateforme entre les groupes de femmes et les hommes;
- Le nombre des équipements fournis ne permet pas de toucher un plus grand nombre de producteurs ;
- L'instabilité des mains d'œuvre au niveau de certains villages due à la migration des jeunes sur les sites d'orpaillage.

Leçons apprises

- 88% des producteurs attestent que les technologies introduites ont augmenté leurs rendements.
- Les partenaires sont impliqués dans le choix des nouveaux villages (diagnostic et l'identification des problèmes).
- Les visites des agents de terrain sont fréquentes et régulières
- Les technologies démontrées ont été adoptées dans les zones d'intervention
- les Magasins d'intrants et le système de warrantage sont appréciés par bénéficiaires et sollicités par les villages voisins.
- Les femmes sont fortement impliquées dans le programme

Bibliographie

1. Rapports annuels des thèmes 1, 2, 3, 5, 2012
2. Rapport d'étude d'adoption, T5_SAA/MALI ; 2012
3. Rapport diagnostic, T2 et T3 ; 2012

R. Dembélé¹, B. S. Camara¹, B. Sissoko², F. Camara², A. Kanté², A. Diané² et A. Berthé³

¹ Chargés de Programme productivité agricole et gestion post récolte et transformation

² Coordinateurs techniques productivité agricole, gestion post récolte et transformation, Développement des ressources humaines et Suivi-évaluation

³ Directeur SG 2000 Mali
Email: berthéab@saa-safe.org

<http://www.saa-safe.org/www/mali.html>

L'Association Sasakawa pour l'Afrique est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) Internationale, enregistrée à Genève en Suisse en 1986. Elle fut créée par Feu Ryochi SASAKAWA philanthrope japonais, Feu Dr. Norman BORLAUG, Prix Nobel de la Paix et l'ancien Président des Etats Unis Jimmy CARTER, suite aux longues années de sécheresse qui ont sévi en Afrique dans les années 1970 - 1980. Ces trois grands bâtisseurs ont mis en synergie leurs ressources et leurs savoirs faire, pour créer un programme de vulgarisation agricole connu sous le nom de Sasakawa Global 2000 (SG 2000) dans les pays qui l'abritent, avec comme objectif de trouver une solution durable au déficit alimentaire chronique en Afrique subsaharienne en opérant une «Révolution Verte sur le Continent». La

Direction Générale de ce programme est basée à Addis Abeba, en Ethiopie.

De sa création à 2005, des milliers de petits producteurs de 14 pays d'Afrique ont bénéficié de l'appui de SAA pour assurer leur sécurité alimentaire, lutter contre la faim et bénéficier de soins médicaux contre certaines endémies graves comme la lèpre au Mali. De 2006 à nos jours SG 2000, a focalisé ses interventions sur seulement 4 pays : l'Ethiopie le Mali, le Nigéria et l'Ouganda.

Depuis 2009, SAA/SG 2000 a adopté comme stratégie d'intervention, l'approche intégrée de développement de la chaîne de valeur à travers cinq (5) Programmes Thématiques à savoir :

- Amélioration de la Productivité des Cultures

- Amélioration de la Gestion Post Récolte et de la Transformation des Produits Agricoles
- Amélioration du Partenariat Public/Privé et de l'Accès au Marché
- Renforcement des Capacités des Ressources Humaines
- Suivi Evaluation Apprentissage et Partage

Avec cette stratégie, SG 2000 rêve d'une Afrique rurale où fleurissent davantage de petits producteurs prospères avec une participation plus rentable dans la conduite d'activités commerciales le long de la chaîne de valeur des produits agricoles, tout en respectant les ressources naturelles et l'environnement.

14

Développer un partenariat à long terme entre:



Producteurs agricoles



Commerçants céréaliers



Agrodealers et banques



Transformateurs de produits agricoles

« Allons Vers le Paysan » Feu Dr. Norman BORLAUG



Promouvoir la diversification agricole pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans le Centre-Nord du Sénégal

FADEC/SUD
Ndiamé THIAM, Babacar MBAYE



Photo : FADEC/SUD

Production d'oignon dans un périmètre maraîcher

15

L'appui conseil et la vulgarisation de techniques agricoles innovantes constituent des axes importants de la stratégie d'intervention de la FADEC/SUD, une organisation de producteurs intervenant dans le centre-nord du Sénégal. C'est ainsi que pour contribuer à la revitalisation du secteur agricole mis à mal par une sécheresse chronique qui a engendré une baisse de la productivité dans sa zone d'intervention, la FADEC/SUD a initié un projet de diversification agricole, à travers l'introduction du maraîchage. Elle a par ailleurs développé un ambitieux programme de renouvellement semencier pour soustraire les paysans de la dépendance aux fournisseurs d'intrants et améliorer la qualité de la production. Ces deux initiatives ont eu un impact très positif sur la vie des populations.

Une activité agricole fortement dépendante des cultures vivrières et de rente

La Fédération des Associations de Développement Communautaire (FADEC/SUD) est une organisation de producteurs sénégalais créée il y a 14 ans. Mise en place par les populations de la zone centre-nord du Sénégal, après le départ de l'ONG World Vision, elle compte, à son actif, 22 700 membres répartis dans 334 villages (départements de Tivaouane, Bambey, Diourbel et Louga). Sa zone d'intervention couvre 18 collectivités locales principalement rurales.

Elle développe une politique d'accompagnement des populations rurales de cette zone à différents niveaux (santé, éducation, accès à l'eau, artisanat et développement rural).

La zone d'intervention de la FADEC/SUD est l'une des régions les plus pauvres du Sénégal. Les populations tirent la majorité de leurs revenus des cultures céréalières et de rente effectuées pendant la saison des pluies.

Or, il s'avère que ces productions voient leurs rendements baisser d'une façon remarquable depuis plusieurs années suite à l'appauvrissement des terres et à la baisse de la pluviométrie. A titre d'exemple, les

rendements céréalières sont passés de 800 kg / ha à 500 kg /ha durant ces 5 dernières années.

Le potentiel hydraulique de la zone est constitué de centaines de puits-forages construits par l'ONG World Vision. Faute d'équipements d'exhaure, plusieurs de ces infrastructures étaient inexploitées.

Devant ce tableau très peu reluisant, un exode important est noté notamment chez les jeunes.

Face à cette situation, la FADEC / SUD a développé des programmes innovants pour stopper cet exode et permettre d'une façon générale à ces populations d'améliorer leur sécurité alimentaire.



Photo : FADEC/SUD

Production de semences de sorgho

16

Introduction du Maraîchage pour diversifier l'activité agricole

Promouvoir le maraîchage dans la zone continentale du Sénégal constituait un véritable défi. Défi, parce que traditionnellement les cultures maraîchères au Sénégal sont l'apanage presque exclusif de zones spécifiques caractérisées par une certaine richesse de leurs sols et une nappe phréatique à fleur de terre (les Niayes et la Casamance). Ici, dans la zone d'intervention de la FADEC/SUD, la nappe se situe à 40 m sous terre.

Défi, aussi, parce que culturellement ces populations n'étaient habituées, depuis de nombreuses générations, qu'à la culture vivrière (mil, sorgho, niébé..) et de rente (arachide) pratiquée pendant la saison des pluies. Dans l'esprit des populations et des autorités locales, la culture maraîchère était inconcevable.

Il a fallu toute la détermination de la FADEC/SUD pour relever le défi et initier une véritable révolution culturelle avec l'appui de quelques paysans pionniers. Avec ces derniers, elle a lancé une politique de promotion de l'activité maraîchère avec le slogan « *un ménage, un périmètre maraîcher* » qui a fini d'occuper plus de 580 ménages dans les arrondissements des Mérina Dakhar et Niakhène dans le département de Tivaouane.

L'idée était que chaque ménage puisse cultiver une parcelle et améliorer sa sécu-

rité alimentaire. Ce processus de diffusion a été facilité par la présence d'eau productive (excédent) des forages et la mise en place d'intrants agricoles (semences, engrais, fonds de roulement) et la disponibilité d'un staff technique pour encadrer les paysans. La FADEC / SUD a développé une ligne de crédit à travers son institution de Microfinance (la MEC / FADEC KAJOOR) très dynamique dans l'autopromotion du monde rural.

Stratégies d'intervention de la FADEC/SUD

Depuis sa création, la FADEC/SUD s'efforce de démontrer aux communautés paysannes de sa zone d'intervention qu'à force d'engagement et de volonté, elles peuvent développer sans grandes difficultés des activités de maraîchage, quand bien même les conditions pédoclimatiques sont réputées peu propices. Elle a adopté la stratégie de la preuve par l'action pour amener les paysans à adopter le maraîchage. Au départ, elle a ciblé 3 paysans de 3 villages pilotes qu'elle a accompagnés dans la mise en œuvre des premières expériences maraîchères. Il s'agit d'Ablaye Gadiaga, du village de Ndop Gadiaga, de Cheikh Diop de Darou Sam et de Maguette Sarry de Gatt Yaram. Ces 3 paysans ont été formés aux techniques de maraîchage et suivis durant tout le processus de production.

Les premières récoltes enregistrées ont été tellement importantes que les autres

populations des 3 villages ne se sont pas fait prier pour solliciter à leur tour l'accompagnement de la FADEC pour démarrer des activités de maraîchage.

Ce que l'organisation a fait, mais en adoptant une démarche innovante. Contrairement aux organisations d'appui au développement qui injectent de l'argent pour financer les activités des paysans, la FADEC refuse d'instaurer une culture de dépendance financière des paysans vis-à-vis d'elle. En effet, au cours de la première année, appelée « année zéro », c'est le paysan qui finance tout, de l'achat des intrants à l'exploitation. La FADEC ne fait que suivre et apporte l'appui conseil nécessaire pour amener le paysan à respecter toutes les étapes de la production. Elle peut aussi faciliter l'obtention de certains intrants grâce à son réseau de partenaires spécialisés dans la fourniture de semences et autres.

Au bout de la deuxième année, le paysan a la possibilité de solliciter un prêt auprès de la mutuelle mise en place par la FADEC, grâce aux cotisations des paysans. Mais au lieu de donner de l'argent liquide au paysan, la mutuelle procède à une évaluation des besoins en intrants et se charge d'acheter ces intrants pour lui. Ce système permet d'éviter le risque que le paysan utilise cet argent à d'autres fins.

En dépit de la pauvreté générale des populations, la plupart a adhéré à ce système.

Mais la mise à l'échelle de l'activité de maraîchage a été surtout facilitée par l'organisation de visites d'échange dans

les stations de Tropica-Sem, une organisation spécialisée dans la production de semences.

Les paysans qui ont participé à cette visite d'échange sont des délégués villageois choisis à l'issue d'assemblées générales. Ils sont des paysans leaders qui jouissent d'un capital estime important au sein de leur village. Ils ont été choisis pour leur intégrité, leur engagement en faveur de la communauté, leur capacité à porter la voix de toute la communauté. La visite a permis aux paysans leaders d'échanger avec les techniciens de Tropica-Sem sur les méthodes de culture et d'entretien des périmètres.

A la suite de cette visite, les paysans leaders sont allés rendre compte aux habitants de leur village.

Ces visites ont été complétées par des sessions de formations dans de nombreux domaines notamment le maraîchage (maternité, civisme, etc.), sont parmi les autres domaines ciblés pour le renforcement de capacités).

Pour toucher le maximum de gens, les modules de formation ont été traduits en wolof, la langue locale et mis à la disposition des populations.

La collaboration avec les médias a aussi eu un impact non négligeable sur la diffusion du maraîchage dans la zone. De nombreux organes de presse, principalement la télévision nationale du Sénégal (RTS), ont contribué au décloisonnement des premières expériences à travers des émissions réalisées avec les paysans. Les témoignages sur les bons résultats enregistrés et sur les changements positifs intervenus dans la vie de certains paysans depuis qu'ils ont commencé à pratiquer le maraîchage, ont sonné comme un déclic pour beaucoup d'autres paysans qui désormais manifestent un grand intérêt pour le maraîchage.

Mise en place d'un programme de multiplication semencière

Pour promouvoir l'activité agricole dans sa zone d'intervention, la FADEC /Sud ne se limite pas seulement à travailler à sa diversification à travers l'introduction, par exemple, du maraîchage. Elle tente également de renforcer l'autonomie des paysans dans la production d'intrants. Elle a conçu, depuis quelques années, un programme de production de semences céréalières avec l'ISRA (Institut Sénégalais de Recherche Agronomique). L'idée est que les producteurs puissent disposer de semences de qualité qui leur offre un rendement nettement supérieur à celui des semences « tout venant ».

Consciente que la hausse des rendements liée à l'utilisation de semences certifiées

est de l'ordre de 25 à 35 % par rapport à celui obtenu par les semences en vrac, la FADEC / SUD a constitué un réseau de 100 producteurs semenciers qui occupent actuellement 147 ha de terres. Sa production est encore notoirement insuffisante. Elle couvre cependant déjà 34% des besoins en semences certifiées de mil, de sorgho, de niébé de la zone d'intervention.

Des résultats satisfaisants

Le succès de cette initiative de la FADEC / SUD ne se dément pas. Les premiers périmètres ont été créés à partir de rien, il y a à peine 7 ans. Aujourd'hui, la FADEC/SUD a mis en place une coopérative de Maraîchers du Cayor (CMC) constituée de 600 producteurs occupant 300 ha de cultures. La production annuelle moyenne s'élève à 1.800 tonnes (réparties entre l'oignon, l'aubergine, le concombre, la tomate et le chou).

Dans le seul village de Touba Dior, plus de 100 tonnes d'oignon sont récoltées annuellement. Cet oignon alimente de nombreux marchés du Sénégal, notamment Dakar. De plus en plus de villageois veulent se lancer maintenant dans l'exploitation maraîchère, ayant pu constater de leurs yeux que cette expérience novatrice obtenait de bons résultats et avait un impact réel sur le pouvoir économique et social des populations. En effet, les périmètres installés par la FADEC/SUD prouvent sans équivoque qu'il est possible de retirer un revenu significatif (de l'ordre de 350.000 FCFA par producteur sur 5 mois de campagne) de la culture maraîchère alors même que les conditions d'exploitation sont très loin d'être optimisées.

Ces revenus viennent s'ajouter à ceux perçus de l'activité céréalière qui a, elle aussi connu une nette amélioration grâce à la production de semences de qualité. La vulgarisation des semences céréalières a su garantir au producteur des certitudes sur la germination, la productivité des cultures et la qualité des produits récoltés.

Il est à noter, aussi, le retour massif des jeunes dans leur terroir réduisant ainsi l'exode vers les grandes villes (Dakar, Touba, Mbour, Saint-Louis...).

Un ancien apprenti chauffeur habitant le village de Ndop Gadiaga, aujourd'hui reconverti en maraîcher grâce au projet de la FADEC/SUD témoigne : « grâce à ce nouveau travail, je gagne bien ma vie. Je n'ai plus besoin d'aller à Dakar pour me faire de l'argent. J'ai même volé quand j'étais à Dakar pour avoir de quoi survivre. Aujourd'hui je ne fait plus tout cela et je gagne décemment ma vie ».

Dans la même veine, un autre jeune confie ne plus sortir de son village qu'à l'occasion du « Magal » de Touba (fête religieuse). Sa vie a aujourd'hui pris un tournant très positif depuis qu'il s'est lancé dans le ma-

raîchage avec l'appui de la FADEC. Ancien contrebattant, il revendait de la marchandise introduite frauduleusement des pays voisins à Touba et dans d'autres villes du Sénégal. Cette activité l'a conduit en prison et c'est à sa sortie qu'il a pris contact avec la FADEC qui l'a aidé à mettre en place un périmètre maraîcher qu'il exploite jusqu'à maintenant.

Certains villages (Thiambène, Lambène), presque totalement désertés par leurs populations à cause de la pauvreté commencent à reprendre vie grâce au maraîchage et à l'amélioration de la productivité céréalière possible avec les semences produits localement..

Quelques obstacles

Le succès de ces initiatives a parfois buté sur quelques obstacles :

Psychologiques et culturels : Les paysans étant habitués à utiliser des semences en vrac, il manquait des paramètres de comparaison entre les semences certifiées et celle « tout venant ».

Structurels : Il s'agit de la maîtrise de l'eau liée à la réticence de certains gestionnaires de forages quant à une éventuelle utilisation des excédents d'eau pour mener des activités maraîchères. Le prix de l'eau, qui n'est pas harmonisé, constitue également un point de discorde.

Enseignements

L'enseignement majeur à retenir de ces expériences de la FADEC / SUD, c'est qu'il est possible de faire face aux difficultés du monde rural (revenu économique, emploi, sécurité alimentaire) en adoptant des solutions endogènes.

Cependant, il n'est pas toujours évident d'obtenir de tels résultats, s'il n'y a pas une appropriation parfaite de ces initiatives par les populations à la base.

Facilement répliquables et très peu coûteuses, elles constituent la clé pour soustraire définitivement les régions du Sahel des affres de la famine. En permettant aux populations d'améliorer leurs revenus, ces démarches participent grandement à la lutte contre la pauvreté rurale.

« En pensant local, nous réfléchissons et agissons ensemble »

FADEC/SUD

<http://www-fadecsud.asso-web.com>

Ndiamé THIAM

Chargé de programme (Agriculture & Elevage) - FADEC/SUD
ndiamethiam@live.fr
Babacar MBAYE
Coordonnateur FADEC/SUD
bacargueye@yahoo.fr



Les visites d'échange : un outil de promotion de la RNA au Mali

Drissa Gana . Mamadou Diakité

18

L'agriculture constitue l'une des principales activités des populations vivant dans la région de Mopti, au Mali. Mais, à cause de la déforestation et de la dégradation avancée des terres, la productivité et la production agricoles sont sérieusement compromises. En réponse à ces problèmes qui impactent négativement sur la sécurité alimentaire, les communautés et les ONG, ont travaillé à la promotion de la régénération naturelle assistée (RNA), une méthode éprouvée qui redonne au sol sa vitalité productive et qui contribue au reverdissement. La mise à l'échelle de la RNA a été facilitée grâce à l'organisation de visites d'échange à l'intention des paysans, en vue de les sensibiliser sur les avantages de cette méthode agro-écologique.



Photo : Sahel Eco

Visite d'échanges à Bankass

Située en plein cœur de la zone sahé-lienne, la région de Mopti, au Mali, souffre d'une fragilité chronique des équilibres écologiques. Le changement climatique, ainsi que la sécheresse persistante, ont engendré une dégradation très avancée des ressources naturelles, amplifiée par des facteurs anthropiques, tels que la déforestation et le recours à des méthodes culturales inappropriées.

L'activité agricole, base de la survie des populations locales, connaît, ainsi, de sérieux problèmes. Les sols dénudés et soumis presque en permanence aux agents d'érosion ne sont plus en mesure de soutenir une productivité importante, d'où l'insécurité alimentaire persistante.

Une telle situation a amené certaines populations de la région à réfléchir à des solutions pouvant permettre d'atténuer les effets et impacts de la sécheresse.

Dans le district de Bankass, les populations du village de Endé ont mis au point une stratégie innovante visant à régénérer les ressources naturelles, notamment les sols. Depuis plus de dix ans, elles développent des activités de régénération naturelle assistée (RNA), une méthode consistant à laisser les arbres se développer dans les parcelles de culture. Ces arbres, dont la croissance est scrupuleusement suivie par

les paysans, sont d'excellents auxiliaires de culture contribuant à la fertilité et à la protection des sols. Avec la RNA, les communautés paysannes du village de Endé sont devenues beaucoup plus résilientes face à la sécheresse et au changement climatique.

Les agriculteurs se sont regroupés au sein d'une association inter-villageoise appelée « Barahogon » pour mieux coordonner leurs actions de promotion de la RNA.

Les succès enregistrés par cette association ont suscité la curiosité de beaucoup d'autres paysans d'autres districts qui n'hésitent plus à faire le déplacement pour voir cette expérience et s'en inspirer pour inverser la tendance à la dégradation des ressources qui les affecte.

Une visite d'échange pour vulgariser l'expérience de Bankass

Comprenant l'intérêt que les autres communautés paysannes tireraient à s'inspirer de leurs homologues de Bankass, Sahel Eco, une ONG d'appui à la gestion des ressources naturelles et intervenant dans les cercles de Tominian et de Bankass s'est alors engagée dans une action de promotion de la RNA dans sa zone d'intervention. La visite d'échange est l'option choisie par

Sahel Eco pour mieux amener les paysans du cercle de Tominian à comprendre et à adopter massivement cette méthode agro-écologique. Voir de ses propres yeux et échanger avec les acteurs à la base, il n'y a pas meilleur moyen pour se convaincre de l'importance et de la pertinence d'une technique agricole. Telle est la logique qui a présidé à l'adoption d'une telle stratégie de vulgarisation.

C'est en juin 2009 que Sahel Eco, a organisé une visite unique au profit des agriculteurs du cercle de Tominian. Ils se sont rendus à Bankass, pour visiter et apprendre de l'expérience de Barahogon.

L'hypothèse était qu'en voyant la différence entre les périmètres emblavés suivant les principes de la RNA et les champs sans RNA et en échangeant directement avec leurs homologues de Bankass sur comment leur est venue l'idée de faire la RNA et ce que cela leur a rapporté, que les paysans venus de Tominian tombent sous le charme de cette méthode et décident de leur propre chef de l'adopter dans leurs propres champs sans qu'on n'ait à les y convaincre.

Organisation et déroulement de la visite d'échange

Cette visite a été réalisée en juin 2009 au bénéfice de soixante un (61) membres

dont vingt cinq (25) femmes de quatre (04) organisations paysannes de Tominian.

Par mini-bus, les agriculteurs sont venus de Tominian au village Endé, en passant par la ville de Bankass. Ils ont visité des fermes et des familles d'agriculteurs qui ont démontré les aspects techniques de la RNA. Les participants ont discuté des aspects organisationnels et réglementaires de la RNA avec le comité directeur de l'association « Barahogon ». Elle a été suivie par une visite aux sites de fixation des dunes de sable, qui est une technique de stabilisation des dunes de sable en plantant des arbustes d'euphorbes.

Sur place, les visiteurs n'ont pas manqué de s'émerveiller devant la profusion d'arbres dans les parcelles de culture. Naturellement, les langues se sont déliées et les questions ont fusé de partout pour comprendre une telle différence entre les paysages lunaires des champs qu'ils ont laissés au village et les espaces boisés qu'ils découvrent à Endé alors que les conditions pédoclimatiques sont partout les mêmes. Une question posée par une femme participant à la visite et répondant au nom de Naomie Démbélé, résume bien l'émerveillement des visiteurs qui tous, ont brûlé d'envi de comprendre le secret des paysans de Endé.

« J'aimerais savoir comment vous avez fait pour arroser une si large plantation alors que le point d'eau le plus proche est situé à plus de 4km ? »

Le président du Barahogon a répondu en ces termes : « Madame, les arbres que vous voyez là n'ont pas été plantés à plus forte raison d'être arrosés. Cette forêt est le fruit de deux activités: La protection de cette zone contre les coupes abusives à travers un accord tactique avec le service forestier, et l'application par beaucoup de paysans de la technique de la RNA. »

S'ensuivront alors de longs échanges sur les principes de la RNA, ses exigences, les espèces les mieux adaptées à cette pratique, les techniques d'élagage des arbres, les retombées en termes de productivité, etc.

Suite à ces échanges, Madame Naomie a reconnu la pertinence de la RNA et a invité tous les délégués à faire une restitution afin que le maximum de paysans adopte cette technologie.

Au retour, les visiteurs ont fait la restitution au sein de leurs organisations et villages.

Résultats: une large diffusion de la RNA

Le suivi des résultats de la visite a porté sur le taux d'adoption de la technique RNA par les ménages à travers trois sous indicateurs à savoir :

- le pourcentage de ménages ayant adopté la RNA,
- la superficie des champs régénérée par

ménage, et

- la densité d'arbres par hectare.

Les résultats atteints sont :

40 - 50% des ménages pratiquent la RNA dans tous les 20 villages membres des organisations paysannes

Chaque ménage a pratiqué la RNA sur une superficie d'au moins un (01) hectare

Sur les parcelles où la RNA a été pratiquée, les densités des arbres vont de 25 à 50 arbres par hectare

Ce qui a fait de cette visite un succès.

• Le choix des participants

Le choix des délégués était important pour faire de cette visite un succès. Trois critères ont été utilisés pour les sélectionner. Les délégués devaient être des membres actifs d'une organisation paysanne, être en mesure de communiquer les résultats au niveau du village et de faciliter une démonstration pratique à travers les champs-écoles.

• Une importante participation des femmes

Dans le choix des participants à la visite, un quota important fut réservé aux femmes. Elles jouent, en effet, un rôle important dans les activités agricoles et leur participation à cette visite a été déterminante dans la contribution croissante des femmes à la production. Elle a favorisé l'adoption massive de la RNA dans leurs champs et une hausse importante de la productivité (arachide, niébé, sésame).

• La restitution des résultats

Le facteur le plus déterminant est la restitution des résultats de la visite par les délégués dans tous les villages membres des coopératives ayant participé à la visite. En effet, les restitutions villageoises ont permis d'informer et de former de nombreux paysans aux techniques RNA dans le cercle de Tominian. Au cours de ces séances de restitution, les délégués ont animé des champs-écoles au cours desquels, des démonstrations pratiques des techniques RNA ont été faites.

• Une méthode simple aux avantages multiples

Un autre facteur est que la RNA est pertinente et attractive. C'est une technique endogène, simple et peu coûteuse et les bénéfices sont multiples (bois, fertilité du sol, fruit, etc.). Enfin, l'abondance des espèces de grande valeur économique (karité, néré, raisin sauvage, etc.), l'appli-

« Avant, on coupait et on brûlait. Aujourd'hui, on taille, on ne brûle plus, on protège et le sol est mieux »

cation des techniques de visualisation des jeunes pousses pendant les travaux champêtres et la pluviométrie abondante dans le cercle de Tominian ont joué favorablement à l'atteinte des résultats cités ci-haut.

Quelques facteurs limitant.

Certaines dispositions des textes législatifs et réglementaires de gestion des ressources naturelles du Mali sont contraignantes. Ici, il s'agit surtout de l'ambiguïté du statut de l'arbre champêtre et d'une mauvaise application de la loi par les agents forestiers.

Il faut noter également les séquelles des paquets technologiques vulgarisés par la Compagnie Malienne de Développement Textile (CMDT) tels que le dessouchage des arbres dans les champs. Ces pratiques, contraires à la technique RNA persistent toujours dans les zones de culture du coton.

L'insécurité foncière qui frappe certaines catégories sociales (non propriétaires terriens) a été le facteur qui a limité la réalisation de la RNA sur des superficies plus grandes.

Comme autres facteurs qui ont limité l'adoption de la RNA dans le cercle de Tominian, il faut noter les effets négatifs de l'ombrage de certaines espèces d'arbres sur les cultures, l'interdiction d'élaguer les espèces d'arbres par les forestiers et la perception de certains paysans qui considèrent qu'une forte densité attire les oiseaux.

Conclusion :

Cette visite nous permet de confirmer, s'il en était encore besoin, un vieil adage qui dit : « Mieux vaut voir une fois que d'entendre cent fois ». Sans remettre les formations classiques qui ont toute leur importance, il est conseillé de les compléter par les visites des réalisations qui sont des cadres d'échanges mutuelles de paysans à paysans.

Les visites d'échanges d'expérience constituent des outils pertinents et puissants de mise à l'échelle des nouvelles technologies.

Cependant, au delà de l'aspect technique, il est nécessaire de prendre en compte les aspects institutionnels (organisation, législation, réglementation) qui peuvent influencer positivement ou négativement l'adoption de nouvelles technologies en matière d'agro écologie.

Drissa Gana et Mamadou Diakité Sahel Eco, Mali

En mai 2013, des organisations de toute l'Afrique de l'Ouest se sont réunies au Ghana pour participer à un atelier portant sur l'amplification des solutions agro écologiques. Cette histoire a été écrite durant l'atelier par Sahel Eco du Mali. D'autres histoires peuvent être trouvées sur les sites suivants: <http://www.groundswellinternational.org/where-we-work/west-africa/>
www.ileia.org



Formation des formateurs sur les techniques agro-écologiques au Burkina Faso

Fatou Batta, Tsuamba Bourgo, Clarisse Diasso



Photo : ANSD

Des paysans formés à la technique des cordons pierreux

20

Pour faire face à la dégradation des ressources naturelles qui met en péril l'activité agricole, les communautés paysannes de l'Est du Burkina Faso, appuyées par des organismes de développement, ont entrepris de mettre à l'échelle les meilleures technologies agro-écologiques adaptées au contexte local, à travers la formation de formateurs locaux. Ces paysans formés devraient constituer d'importants relais pour une large diffusion et une adoption massive de ces technologies innovante en vue d'assurer la transition des systèmes de production actuels vers des systèmes plus durables et plus productifs.

L'agriculture au Burkina Faso

L'agriculture constitue la principale activité économique des populations de la région de l'Est du Burkina Faso. Elle occupe en effet plus de 90% de la population active de la région. C'est une agriculture de subsistance largement dominée par les cultures pluviales dont les plus importantes restent les céréales (sorgho, mil, maïs, riz) qui constituent la base de l'alimentation de la population et les légumineuses (niébé, arachides, sésame). A l'instar des régions sahéliennes, la région de l'Est, particulièrement dans sa partie nord où intervient l'Association Nourrir Sans Détruire (ANSD), est confrontée aux aléas climatiques : irrégularité et baisse de la pluviométrie. Inondations et sécheresses alternent de manière imprévisible dans le temps et l'espace.

Par ailleurs, la pression démographique qui a entraîné la réduction, voire la disparition de la jachère, la persistance de l'agriculture itinérante sur brûlis et diverses autres pratiques culturelles, contribuent fortement à la baisse de la fertilité des sols, à la dégradation accélérée des ressources naturelles et à la baisse de la production agricole : ce qui a conduit la majorité des ménages à une insécurité alimentaire quasi permanente. Dans le même temps, les producteurs ont peu diversifié leurs moyens d'existence pour mobiliser des ressources alternatives. La combinaison de ces facteurs a abouti à une paupérisation continue des ménages.

Conscient de cette situation, le gouvernement, dans sa politique pour la sécurité alimentaire, s'est engagé avec plusieurs organisations d'appui, dans l'intensification

des technologies agro-écologiques comme une voie sûre pour l'atteinte de l'objectif. De leur côté, les producteurs de la région de l'Est se mobilisent et cherchent de nouvelles solutions à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur de leurs communautés. C'est ainsi que les producteurs des communes de Gayeri et de Bilanga et certains de leurs partenaires ont interpellé l'Association Nourrir Sans Détruire (ANSD), une structure d'appui focalisée sur la promotion des technologies agro-écologiques, pour les aider à inverser cette tendance.

Répondre aux préoccupations des producteurs

Pourquoi les communautés ont fait appel à ANSD? La réponse à cette question est

simple. En effet, l'expérience de ANSD dans des zones agricoles similaires, l'analyse du contexte et des pratiques agricoles locales lui ont permis d'identifier des systèmes de production viables qui, tout en assurant la sécurité alimentaire de toute la population, préservent les ressources naturelles. Il s'agit des technologies agro-écologiques qui sont accessibles aux petits producteurs familiaux et plus adaptées au contexte local. L'amélioration de ces technologies et le renforcement des capacités des producteurs et de leurs organisations à les diffuser à grande échelle permettra la transition des systèmes de production actuels vers des systèmes plus durables et plus productifs.

Malheureusement, lesdites technologies, ne sont pas suffisamment adoptées par l'ensemble des communautés pour faire face aux crises liées à la production alimentaire, à la dégradation des sols et au changement climatique.

De même, la formation de producteurs formateurs pour l'amélioration des connaissances de leurs pairs a été identifiée comme une stratégie efficace pour une diffusion et une adoption à grande échelle des technologies. Par conséquent, elle contribuera fortement à inverser la tendance et à améliorer la résilience des ménages des communautés partenaires face aux effets du changement climatique.

C'est pourquoi la formation des formateurs a été retenue d'un commun accord comme la meilleure stratégie pour atteindre cet objectif.

En réponse aux préoccupations des producteurs et productrices, ANSD et ses partenaires (l'INERA à travers sa Direction Régionale de l'Est), les services techniques agricoles et les ONG partenaires locaux ont organisé une rencontre avec les représentants des villages pour approfondir l'analyse de la situation, convenir des solutions à appliquer et élaborer un plan d'action.

A l'issue de cette rencontre entre ces différents acteurs, il a été convenu d'un plan de formation des formateurs qui permet de mettre à la disposition de l'ensemble des villages des personnes compétentes pour assurer la formation de leurs pairs dans la promotion et la conduite des technologies agro-écologiques.

Préparation et mise en œuvre de la formation

Tout d'abord, il fallait identifier les techniques à diffuser. Ensuite, les participants ont été identifiés: les paysans y compris les femmes productrices, en tenant compte de leur engagement pour l'application des technologies agro-écologiques et leur disponibilité à partager leurs savoirs avec leurs pairs. Le site de formation a été sélectionné de sorte qu'il soit accessible et à proximité d'une voie fréquentée pour attirer l'attention et faciliter les visites

commentées. Enfin, le site a été préparé, ce qui a consisté à y réunir tout le matériel et l'équipement nécessaires pour la formation.

La formation pouvait, alors, commencer. Elle s'est déroulée en trois étapes. La première a consisté en des échanges entre participants et techniciens formateurs sur l'importance de l'agro-écologie, notamment la gestion intégrée de la fertilité des sols ainsi que le rôle et les avantages de chaque technologie. La deuxième étape a consisté en la présentation et en la description de la réalisation de chacune des technologies retenues. Les descriptions étaient suivies de démonstrations. A la suite de ces présentations, les producteurs et productrices ont mis en application ce qu'ils ont appris.

Enfin, à leur retour dans leurs villages, plusieurs des producteurs et productrices formés ont tenu des sessions pour rendre compte de ce qu'ils ont appris au cours de la formation. De plus, certains ont appliqué la formation dans leurs propres champs. D'autres encore ont assuré la formation à d'autres producteurs qui ont manifesté leur intérêt pour les technologies convenues.

Par la suite, ANSD a organisé un suivi dans les villages impliqués dans le processus pour apprécier la suite réservée à la formation. Il en ressort que l'application a commencé sur le terrain.

Facteurs de succès et quelques difficultés

La stratégie de la formation des producteurs par leurs pairs a permis de former un grand nombre de producteurs dans chaque village et de toucher de nouveaux villages dans un bref délai.

Plusieurs facteurs sont à la base de cette diffusion rapide des technologies dans les villages :

- le regain d'intérêt de la part du gouvernement et de plusieurs organisations d'appui, pour l'intensification des technologies agro-écologiques pour l'amélioration de la sécurité alimentaire, a créé un environnement favorable pour la mobilisation des ressources pour l'expansion de ces technologies.
- les producteurs ont pris conscience du lien entre la productivité et la gestion intégrée de la fertilité des sols ; ce qui a augmenté leur engagement.
- la disponibilité de producteurs compétents à proximité (dans chacun des villages concernés) a permis la formation en cascades et le suivi des réalisations ;
- l'implication de l'ensemble des acteurs concernés dès le départ dans l'analyse des problèmes et dans la planification ;
- l'existence d'expériences réussies dans certains villages de la zone ;

- le choix des sites en fonction de leur visibilité et de leur accessibilité;

le choix des producteurs hommes et femmes sur la base de leur engagement pour l'application des technologies et de leur prédisposition à partager leurs savoirs.

Malgré ces acquis, il y a eu des insuffisances dans l'extension des technologies. En effet, le suivi effectué par ANSD a montré que certains producteurs n'ont pas réalisé les technologies dans leurs propres exploitations agricoles et que d'autres producteurs qui ont réalisé les technologies n'ont pas respecté toutes les prescriptions formulées lors de la formation.

Plusieurs facteurs ont contribué à ces insuffisances : Certains des paysans formés n'ont pas suffisamment maîtrisé les techniques de réalisation. De nombreux paysans ont toujours l'esprit d'assistantat souvent favorisé par des interventions extérieures paternalistes. Enfin, l'insuffisance du suivi par les différents techniciens.

Conclusions et recommandations

L'extension rapide des technologies dans les villages confirme l'efficacité de la stratégie de la formation des producteurs par leurs pairs. Celle-ci augmente la disponibilité des compétences endogènes dans les villages et confère des responsabilités dans la mise en œuvre des activités. L'introduction d'un quota pour les femmes dans le choix des producteurs formateurs a permis leur implication dans une proportion importante dans la formation.

L'approche multi-acteurs a favorisé une synergie d'actions qui a permis l'appropriation du projet par les différents acteurs qui se sont, en conséquence, mobilisés pour le succès des actions entreprises.

Sur la base de ces constats, les recommandations suivantes sont faites pour renforcer les résultats de la stratégie

- Renforcer le suivi des activités sur le terrain ;
- Renforcer la formation des producteurs formateurs par des formations/ recyclage ;
- Organiser des visites d'échanges à l'intention des paysans formateurs et d'autres producteurs

Fatou Batta, Tsumba Bourgo. Clarisse Diasso
Association Nourrir sans Détruire. Burkina Faso

En mai 2013, des organisations de toute l'Afrique de l'Ouest se sont réunies au Ghana pour participer à un atelier portant sur l'amplification des solutions agro-écologiques. Cette histoire a été écrite durant l'atelier par l'Association Nourrir Sans Détruire le Burkina Faso. D'autres articles peuvent être trouvés sur les sites suivants: <http://www.groundswellinternational.org/where-we-work/west-africa/> www.ileia.org



Le dialogue social pour sécuriser les droits fonciers des femmes rurales, au Burkina Faso

Inoussa Maïga

22



Photo : I. Maïga

Une femme-relaie montrant à ses paires comment sensibiliser leur époux

Adopté en juin 2009, la loi sur le foncier rural au Burkina Faso ouvre la porte aux femmes à la propriété foncière. Profitant de cette innovation, la commune rurale de Cassou au centre-ouest du Burkina, appuyée par le Groupe de recherche et d'action sur le foncier (GRAF), a expérimenté avec succès la mise en œuvre de cette loi dans deux villages. Des hommes y ont accepté librement de céder définitivement des terres aux femmes qui en deviennent ainsi propriétaires.

Le 16 juin 2009, le Burkina Faso s'est doté d'une nouvelle loi sur le foncier rural, la loi 034 portant Régime Foncier Rural. C'est l'aboutissement de plusieurs mois de consultations auxquelles a participé activement le Groupe de recherche et d'action sur le foncier (GRAF). Cette nouvelle loi introduit plusieurs innovations. Désormais, la terre n'est plus la propriété exclusive de l'Etat comme l'indiquait la loi

portant Réorganisation agraire et foncière de 1984. Les collectivités territoriales et les individus ont également leurs domaines fonciers.

Habituellement marginalisées dans l'accès aux terres rurales, les femmes ont désormais voix au chapitre. La nouvelle loi foncière reconnaît explicitement leurs droits à accéder aux terres rurales, au même titre que les hommes. De nombreux experts du foncier s'accordent pour dire que cela est une grande avancée. Théoriquement, sur le terrain, les esprits encore très conservateurs vont-ils admettre cela ? Comment traduire cette disposition légale en une réalité, surtout pour une question aussi controversée voire taboue que l'accès des femmes à la propriété foncière rurale ?

La loi à l'épreuve du terrain

« Dès l'adoption de la loi, le plus important pour nous au niveau du GRAF a été de concevoir une démarche et des instruments afin de la mettre à l'épreuve du terrain pour voir véritablement ce qu'elle

vaut et en tirer des enseignements », explique Pierre Aimé Ouédraogo secrétaire exécutif du Graf. C'est ainsi qu'à la demande de la commune rurale de Cassou, dans le Centre-Ouest du Burkina, le Graf met en œuvre depuis 2011 un projet de « sécurisation foncière des femmes des villages de Panassian et Nessian ».

Dramane Diassou, 1er adjoint au maire de Cassou explique le choix des deux villages pilotes : « Il faut savoir que notre commune a enregistré beaucoup de cas de vente de terre ces dernières années, le plus souvent des ventes anarchiques. Pour ce projet qui est expérimental, nous cherchions deux villages où le problème de la vente de terre ne se posait pas. C'est ainsi que nous avons choisi Panassian et Nessian. On s'est dit que si l'expérience était concluante dans ces deux villages, cela pourrait faire tache d'huile dans les autres villages et mêmes dans les communes voisines ».

L'initiative bénéficie du financement du Fonds Commun Genre (FCG), un consortium



Photo : L. Maïga

Les hommes adhèrent massivement à la loi et concèdent des terres à leurs épouses

de partenaires au développement. « *Sécuriser des femmes, c'est bien beau et du moment où c'est une question d'équité et de justice sociale, ça nous intéresse au niveau du GRAF. Mais il fallait d'abord que l'on ait la preuve que le projet souhaité par la commune correspondait aux besoins des femmes de ces deux villages* », déclare Pierre Aimé Ouédraogo. Une étude diagnostic de la situation socio foncière a été réalisée dans les villages retenus par la commune. Les résultats ont permis au GRAF, en tant que structure d'appui technique, de se convaincre davantage de la pertinence de l'initiative de la commune.

Se lancer sans trop y croire ?

Après plus de deux ans de mise en œuvre, le projet prendra fin en décembre 2013. A ce jour, de nombreux acquis ont été enregistrés. Il s'agit entre autre de la mise en place dans les deux villages des structures locales de gestion foncière conformément à la nouvelle loi. Il y a d'une part la commission foncière villageoise (CVF) chargée de la gestion des terres rurales à l'échelle villageoise et d'autre par la commission de conciliation foncière villageoise (CCFV) chargée du règlement des conflits fonciers au niveau local. Au niveau de la commune, le service foncier rural (SFR) a également été mis en place. Il est chargé, entre autres, de l'établissement des titres sur le foncier à l'échelle communale.

Dans les deux villages, une soixantaine de possesseurs fonciers coutumiers ont été recensés. Réticents au départ, pratiquement tous ont accepté de céder à titre définitif des portions de terres allant d'un

hectare à plus de cinq hectares au profit d'environ une centaine de femmes. Les femmes bénéficiaires sont leurs épouses, sœurs, filles, belles-filles, etc.

Des hommes qui acceptent librement et en toute connaissance de cause de céder définitivement des terres à des femmes, cela surprend plus d'un observateur. A commencer par les intervenants eux-mêmes. « Faire de la femme une propriétaire foncière en milieu rural au même titre que les hommes, ce n'était pas du tout évident. Je peux même dire que personne n'y croyait au début », confie Pierre Aimé Ouédraogo secrétaire exécutif du Graf. C'est donc sans trop de conviction que le projet a démarré, mais avec la ferme intention d'expérimenter la mise en œuvre de la loi. Qu'est-ce qui a permis l'obtention de ces résultats ? Comment expliquer le succès enregistré par le projet ?

Faire connaître la loi

La démarche du projet et le contexte local des deux villages expliquent grandement les bons résultats obtenus par le projet. En effet le projet a mis en avant le dialogue social en vue de susciter la compréhension et l'adhésion des populations autour de ses actions. Les premières activités du projet ont consisté à informer et sensibiliser les populations des deux villages sur le contenu de la loi sur le foncier rural. « *Il était bon, dans ces deux villages, que les hommes et les femmes comprennent mieux le contenu de la loi, le processus d'obtention des titres sur le foncier, les modalités de cession de droits sur des terres, etc.* », explique le secrétaire exé-

cutif du Graf.

Des causeries-débats ont été organisées dans les villages. Séance populaire d'animation et d'expression libre, la causerie débat est marquée par trois temps forts. En premier lieu, il y a la projection d'un théâtre filmé d'environ 45 minutes en langue locale titré « La terre connaît son propriétaire ». Le film traite d'un conflit qui oppose un vieux paysan et sa famille à une riche femme d'affaire venue de la ville. Chacune des deux parties réclamant la propriété d'une terre. Le conseil villageois est alors interpellé pour résoudre à l'amiable le conflit.

A la fin de la projection, l'animateur fait la synthèse du film et revient sur les points essentiels de la loi en utilisant une boîte à images titrée « 12 messages clé de la loi 034 ».

Ensuite, la parole est donnée aux populations pour réagir sur le comportement des différents acteurs du film, poser des questions sur la loi, faire part de leurs inquiétudes, etc. « *A travers le film que le Graf a projeté, nous avons beaucoup appris sur ce que dit la loi. Je crois que dans la commune de Cassou, nous sommes en avance en termes de connaissance de cette loi par rapport aux autres villages* », témoigne Dominique Zizien, président de la commission foncière villageoise de Niessian. Parallèlement, des émissions sur la loi ont été produites et diffusées sur la radio Namaro, implantée dans la commune.

Après les séances d'information et de sensibilisation sur la loi, place est faite à la communication sur le projet. « *Après que nous nous sommes assuré que*

ces populations ont maîtrisé, dans une certaine mesure la loi, nous nous sommes alors attelés à leur exposer la philosophie du projet qui est de négocier auprès de tout possesseur foncier reconnu comme tel dans les villages la cession de terres au profit des femmes », explique François Louré, membre de l'équipe d'experts mandaté pour conduire les activités du projet dans les deux villages. La question qui revenait le plus souvent c'est « si je donne la terre à ma femme et qu'après elle me quitte, que devient cette terre » ? Cela a fait l'objet de débats intenses dans les villages. Nous avons expliqué et sensibilisé. C'est à l'issue de ça que nous sommes partis pour la négociation à proprement parler », ajoute Rose-Marie Sanwidi, également membre de l'équipe d'experts.

Le dialogue social à l'œuvre

Rose Marie Sanwidi, première femme ingénieure agronome du Burkina aujourd'hui à la retraite et Fatoumata Tall, juriste-planificateur ont été mandatées par le GRAF pour conduire les négociations entre les possesseurs fonciers et les femmes des deux villages. « L'un des défis majeurs c'était déjà d'obtenir l'accord de principe des hommes, qu'ils acceptent de s'engager dans le processus de sécurisation pour eux-mêmes d'abord, en obtenant leur attestation de possession foncière rurale, avant de pouvoir céder des portions de terres à leurs femmes. Cela ne semblait pas gagné au départ. A priori, les hommes étaient très réservés », explique Fatoumata Tall.

Il a fallu adopter une démarche à la hauteur du défi à relever. « Nous rencontrons d'abord les femmes du village pour savoir quelles étaient leurs préoccupations par rapport au foncier. On se renseignait aussi sur ce qui se passait dans leur coutume. Après cela, nous allions à la rencontre des propriétaires fonciers. Les femmes nous avaient dit que si elles gagnent les dons c'est bien, mais à défaut, des prêts de longues durées feront l'affaire. Ce qu'il fallait que les propriétaires acceptent c'est que les femmes aient un papier. Soit, c'est un don et elles ont l'attestation de possession foncière, soit, c'est un prêt et elles ont le contrat de prêt qui précise la durée pour éviter des retraits intempestifs », résume Rose Marie Sanwidi. « Nous parlons à l'homme, nous parlons à la femme et nous essayons de rapprocher les positions. La femme demande toujours un peu plus, le mari pense avoir fait suffisamment d'effort et est donc réticent à donner plus. Il est arrivé que certains refusent carrément le don, ils étaient plus favorables à des prêts en disant qu'ils laissent aux femmes les terres toute leur vie, à condition qu'elles restent leurs épouses », ajoute Fatoumata Tall.

Mais chaque possesseur foncier était libre de s'engager ou de ne pas s'engager. Pierre Aimé Ouédraogo précise : « Nous avons proposé trois options aux possesseurs fonciers des deux villages. Première option, le projet ne les intéresse pas du tout et donc ils refusent de s'engager. Deuxième option, le projet les intéresse et ils s'engagent à prêter une partie de leurs terres aux femmes. Et troisième option le projet les intéresse et ils s'engagent à céder à titre définitif des terres aux femmes ». En guise d'encouragement, le projet s'est engagé à prendre en charge les frais d'établissement d'attestation de possession foncière pour tous les propriétaires fonciers qui consentent à donner ou à prêter des terres aux femmes.

Des résultats surprenants

A l'issue des négociations, les possesseurs fonciers du village de Niessian se sont presque tous engagés en faveur des prêts, refusant ainsi de céder définitivement des terres aux femmes. « Ils ont pensé que donner des terres aux femmes, c'est les rendre autonomes or de leur point de vue, les femmes autonomes sont difficiles à gérer », fait comprendre Fatoumata Tall. « Seuls quelques hommes avaient accepté de faire des dons et, là encore, les bénéficiaires étaient des femmes d'un âge avancé, en se disant qu'elles ne peuvent plus les quitter pour un autre homme », ajoute Rose Marie Sanwidi. Par contre, dans le village de Panassian, c'était la situation inverse. Les hommes se sont presque tous engagés en faveur des cessions définitives. « Certains de nos collègues consultants disaient que nous avons fait pression sur les hommes, tellement cela leur paraissait impensable », confie Rose Marie Sanwidi. Quelques semaines plus tard, l'équipe de négociatrices est repartie sur le terrain pour valider les positions recueillies, en première instance, afin de s'assurer que certains ne sont pas revenus sur leur décision. « Et là, au lieu que ceux qui se sont engagés pour des dons reviennent aux prêts, c'est plutôt ceux qui avaient opté pour des prêts qui ont voulu passer aux dons. Dans le village Niessian, où presque tous avaient décidé pour des prêts, tout le monde est passé aux dons sauf deux personnes, le chef de terre et son frère. Ces deux là, aussi, quelque temps après, ont souhaité passer aux dons. C'était la surprise totale », rapporte Rose Marie Sanwidi.

Les hommes dans les deux villages venaient ainsi d'ouvrir aux femmes la porte à la propriété foncière. Le changement se fait sentir chez certaines femmes. C'est le cas de Kayentié Ido du village de Niessian. Elle témoigne : « Le monde a changé. Tu dois inscrire ton enfant à l'école, si tu veux qu'il soit quelqu'un demain. Nous sommes en train de vieillir. Et aujourd'hui,

les petites superficies ne suffisent plus aux femmes. En ayant leurs propres terres, les femmes pourront aider les hommes dans les dépenses familiales, dans la scolarité des enfants. C'est pour cela que mon mari m'a donné 2 ha. Depuis ce jour, il y a une amélioration dans mes activités car j'arrive à avoir mes propres récoltes ».

Un contexte local favorable ?

Si le projet a pu obtenir de tels résultats, c'est parce que le contexte local y était favorable. « D'abord ces deux villages disposent encore de réserves foncières considérables. Je crois que cela a été un élément déterminant. Quand il y a la ressource, on n'a pas de problème à céder une partie. Mais lorsque la terre se fait rare, on a tendance à privilégier une gestion plus parcimonieuse qu'en temps d'abondance. Il y a aussi que dans ce milieu les populations semblent ouvertes et réceptives au message. C'est aussi un élément sociologique qui a milité en faveur du projet. Sinon au départ, je parlais avec suffisamment de scepticisme. Parce que je sais qu'en me référant à ma localité d'origine, je me disais que cela est impensable », explique François Louré, membre de l'équipe technique du projet. Les femmes bénéficiaires ont également joué un rôle déterminant. « Ce qui m'a le plus marqué, c'est la négociation-relais que les femmes faisaient, une fois qu'elles se retrouvent avec leurs maris à la maison. Il est arrivé que des femmes viennent le matin nous dire ne bougez pas mon mari va venir parce qu'on en a discuté toute la nuit. Le mari se présentait effectivement soit pour convertir le prêt en don ou pour augmenter la superficie pour satisfaire la femme qui en demandait plus. Cette implication des femmes nous a permis d'avancer plus vite », assure Fatoumata Tall. « Ce que je tire comme conclusion c'est qu'il faut toujours oser. Il ne faut pas rester là avec des préjugés en se disant que les gens ne vont pas accepter ceci ou cela, il faut toujours y aller, informer, expliquer, sensibiliser. On finit toujours par trouver un terrain d'entente », soutient Rose Marie Sanwidi.

Une chose est de permettre aux femmes d'avoir leurs propres terres, mais encore faut-il leur offrir l'appui nécessaire pour aménager ses terres afin de les rendre plus économiquement rentables. « Il y a encore beaucoup de choses à faire. Le projet devrait avoir une suite, autrement, sa démarche serait incomplète pour espérer apporter un véritable changement dans la vie de ces femmes », conclut Fatoumata Tall.

Inoussa Maïga

Consultant indépendant
Médias & Communication participative pour le développement
maiga.inou@gmail.

Les femmes, vecteurs d'informations dans la Lutte contre les pesticides agricoles nocifs, au Ghana.

RUWFAG-Lawra

Rebecca A Sabri, Pognaa Patricia Dianon, May Asumpta Mwinsigtend



Photo : Ruwifag

25

Les femmes en première ligne dans la sensibilisation contre les pesticides

Pour contrer les effets pervers engendrés par la consommation de produits alimentaires contaminés par les pesticides chimiques, Les femmes du district de Lawra dans le Nord du Ghana ont engagé une campagne de sensibilisation dénommée « nous sommes la solution ». Cette initiative a contribué à la diffusion des pratiques agro-écologiques dans la région.

L'incapacité des familles à s'assurer trois repas par jour est un problème particulièrement criant dans le district de Lawra au Nord du Ghana. Pendant plusieurs années, le gouvernement a fourni des produits chimiques et des engrais aux agriculteurs dans le cadre de la révolution verte en Afrique. Mais contrairement aux attentes, la dégradation sévère des sols se poursuit, les terres agricoles sont dans un état terrible et ne produisent plus assez de nourriture pour alimenter les familles.

L'idée de retourner à nos racines a émergé suite à une conférence qui rassemblait des femmes des pays de l'Afrique de l'Ouest, et à laquelle la région du Nord du Ghana était représentée.

« Nous avons été inspirées par les dirigeantes du Mali qui nous ont dit comment elles ont réussi à accroître la prise de conscience des femmes des zones rurales. De retour dans nos communautés, nous avons rencontré des dirigeantes traditionnelles, des femmes qui travaillent au marché, des groupes de femmes et des familles d'agriculteurs. Nous avons échangé des informations et partagé nos expériences à propos des effets des pesticides sur nos légumes et nos cultures alimentaires.

Dans le district de Lawra, une famille est morte à Wulli après avoir mangé des fèves bambara qui avaient été traitées avec des pesticides. Nous avons aussi parlé avec

une femme qui a décidé de goûter les légumes crus directement au marché de façon à vérifier si des pesticides ont été utilisés. En goûtant et en sentant, elle a réalisé que des pesticides étaient utilisés. Après s'être plainte au marchand de légumes, une autre femme qui se tenait là a dit qu'elle avait remarqué le même problème. Après avoir servi à sa famille une soupe de 'légumes aux pesticides', a-t-elle partagée, ils ont eu des maux d'estomac et ils ont dû aller à l'hôpital pour être traités ».

Les femmes sont la solution

Donc, nous avons commencé à sensibiliser les femmes à propos des effets des pes-

ticides sur les légumes et les cultures alimentaires. Avec le support de CIKOD, une ONG basée au Ghana, nous avons lancé une initiative contre l'usage des pesticides. Une campagne appelée 'Nous sommes la solution'. Oui, les femmes sont la solution parce que nous pouvons agir comme vecteurs d'information en partageant d'importants messages avec d'autres. Dans cet esprit, nous avons partagé des histoires avec notre famille et nos amis à propos des effets négatifs de l'usage des pesticides.

Nous avons conseillé aux femmes de ne pas acheter les légumes les plus verts et les plus brillants (une indication que des pesticides ont été utilisés). Nous les avons aussi sensibilisées à propos de l'usage et de l'importance des fumures organiques.

Comme point culminant de la campagne, nous avons organisé une foire alimentaire, qui exposait nos aliments traditionnels et sur lesquels aucun pesticide n'avait été appliqué. À cette soi-disant Durbar, les dirigeants traditionnels comme le Chef suprême de la zone traditionnelle de Lawra, les Pognaamine suprêmes (les reines), et les dignitaires des deux districts et régions étaient présents pour l'occasion. Ils ont exprimé leur support aux idées de RUWFAG. Nos groupes de femmes ont composé et chanté des chansons à propos des effets néfastes de l'usage des produits chimiques sur les cultures alimentaires et les légumes.

Nos activités ont contribué à la diffusion des pratiques qui n'utilisent pas de produits chimiques. Dans le village de Kunyukuo et Tongo par exemple, les femmes n'étendent plus de pesticides. Elles ramassent les excréments d'animaux et les utilisent comme insecticide et comme engrais biologique pour leurs cultures. Il y a aussi eu une augmentation visible de la disponibilité des cultures et aliments traditionnels dans les marchés, comme le dawa-dawa, un condiment local qui a été abandonné pour les cubes de bouillon de fabrication industrielle Maggi. Un des résultats inattendus de nos 'conversations sur la santé', a été d'observer une augmentation du nombre de groupe de femmes membres de RUWFAG, qui est passé de 10 à 35 durant la période de 2011 à 2013. RUWFAG a réussi à rejoindre ces groupes de femmes avec les mêmes messages.

Les facteurs de réussite... et les difficultés

Ce qui a aidé à convaincre les femmes a été notre approche du problème des pesticides centrée sur la santé. Comme les femmes sont les principales gardiennes de la santé de leurs familles, ce problème a résonné en elles. Un jour, nous avons rencontré la femme du chef au marché. Elle nous a écouté avec intérêt et a supporté



Photo : Ruwfiag

Les femmes sensibilisées à l'agroécologie

notre message de tout cœur. Son support et son appui ont donné à notre campagne beaucoup plus de poids.

Les femmes ont apprécié que nous les visitions dans leurs maisons, au lieu de les convoquer à une réunion centrale. Généralement, les femmes des zones rurales ont peu de temps libre. Elles sont occupées avec les tâches agricoles et domestiques, la cuisine, le ménage et doivent s'occuper de leurs familles. Nos visites ont facilité la communication avec elles. Et nous ne les avons pas visitées qu'une seule fois. En fait, nous avons travaillé en relation étroite avec les femmes et nous les avons visitées dans leurs maisons plusieurs fois au cours de l'expérience. Ça a été une des raisons expliquant notre succès.

Les marchés sont des endroits importants de rencontres informelles pour les femmes. C'est ici que tous les légumes des jardiniers commerciaux sont vendus. Cela en fait l'endroit le plus important pour l'enseignement en personne des vendeurs et des consommateurs de légumes dans les communautés. Le marché est un endroit plus efficace pour enseigner aux femmes puisqu'ainsi on n'accapare pas trop de leur temps. Elles sont capables de vaquer à leurs activités normales tout en écoutant les intervenants.

Par contre, les activités du ministère de l'Agriculture se sont opposées à notre travail, puisqu'il travaille à faire la promotion et fournit des insecticides chimiques qui proviennent de l'étranger aux agriculteurs. Il est difficile pour les agriculteurs de résister à cette tendance. Une autre difficulté a été l'offre importante d'additifs alimentaires bon marché et la perception

des femmes que ces additifs sont meilleurs et plus faciles à utiliser. Finalement, il y avait seulement un financement limité pour les dépenses liées aux déplacements de RUWFAG pour aller visiter les groupes de femmes.

Préparer l'avenir

RUWFAG envisage avec enthousiasme de continuer à partager les meilleures pratiques avec les pays voisins pour l'amélioration des pratiques agro-écologiques. Nous allons continuer à encourager la production, la conservation et l'usage des graines et aliments indigènes pour la souveraineté alimentaire parmi les femmes des communautés rurales, et faire la promotion de la consommation de légumes sains.

RUWFAG-Lawra - Rebecca A Sabri - Coordinatrice,
Pognaa Patricia Dianon - présidente,
May Asumpta Mwinsigtend - Membre

En mai 2013, des organisations de toute l'Afrique de l'Ouest se sont réunies au Ghana pour participer à un atelier portant sur l'amplification des solutions 'agro écologiques. Cette histoire a été écrite durant l'atelier par les femmes agricultrices de RUWFAG au Ghana. D'autres histoires peuvent être trouvées sur les sites suivants: <http://www.groundswellinternational.org/where-we-work/west-africa/>
www.ileia.org



Des foires alimentaires traditionnelles pour valoriser les produits locaux au Ghana

Center for Indigenous Knowledge and Organisational Development (CIKOD)

Les foires alimentaires traditionnelles constituent à la fois un outil et un espace importants pour la promotion de la souveraineté alimentaire parce qu'elles se déroulent dans le propre milieu de vie des populations et donc dans leur contexte socioculturel.

En 2011, le Center for Indigenous Knowledge and Organisational Development (CIKOD), a organisé une foire alimentaire au cours de laquelle les femmes agricultrices ont présenté leurs productions agricoles et les mets traditionnels dans l'objectif de rappeler aux chefs traditionnels et dirigeants politiques la valeur des aliments traditionnels et leur importance pour la souveraineté alimentaire.

Le paradoxe alimentaire du Ghana

Au CIKOD, l'oiseau Sankofa est un symbole institutionnel. L'image d'un oiseau qui regarde en arrière tout en avançant fait référence à l'idée d'apprendre du passé pour améliorer le présent et le futur. Un des objectifs principaux de CIKOD est de promouvoir la souveraineté alimentaire et, en ce sens, le symbole de l'oiseau est un rappel de l'importance d'apprendre de la production alimentaire traditionnelle dans notre travail d'amélioration de l'accès à l'alimentation et à la sécurité alimentaire dans les communautés.

Au Ghana, plusieurs politiques gouvernementales font actuellement, dans les zones hautement productives, la promotion des cultures de rente destinées à l'exportation, plutôt que celle de la production destinée à nourrir les familles, particulièrement dans les régions du Nord qui sont les plus affectées par les changements climatiques et le déclin de la fertilité des sols. Cela a créé une situation paradoxale où le Ghana enregistre une accélération de sa croissance économique grâce à l'agriculture alors qu'en même temps, l'insécurité ali-



Foire alimentaire de Lawra, séance de dégustation de plats traditionnels

mentaire et la faim augmentent dans les ménages ruraux des régions du Nord.

La foire alimentaire de Lawra

Afin de favoriser la production de vivres pour nourrir les familles, améliorer la diversité des productions agricoles pour la nutrition et réduire les risques causés par les changements climatiques, le CIKOD a organisé une foire des mets traditionnels en juin 2011 dans le district de Lawra. Plus de trois cents (300) femmes agricultrices et des centaines d'hommes et d'enfants des zones traditionnelles de Lawra et Nandom dans la région Upper West ont participé à l'exposition des aliments et des semences locales. Les agricultrices étaient accompagnées des femmes chefs traditionnels.

L'exposition a été précédée par des présentations du ministre régional, du chef du district et du ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture. Parmi les autres conféren-

ciers se trouvaient les femmes chefs traditionnels, le chef suprême et LACERD, un partenaire local de CIKOD.

Le ministre régional et le chef suprême se sont remémorés, tour à tour, des aliments traditionnels qui sont maintenant en voie d'extinction.

«Nous sommes conscients que nos produits agricoles et les aliments que nous mangeons et qui nous gardaient en bonne santé disparaissent progressivement.» Les dirigeants ont exprimé leur soutien à l'introduction des produits traditionnels et des systèmes de production agro-écologique dans le plan national de souveraineté alimentaire.

La coordinatrice de l'Association des femmes agricultrices rurales (RUWFAG), Madame Rebecca Sebri, a décrit en détails les effets négatifs des semences génétiquement modifiées, des engrais chimiques et pesticides sur la santé des familles rurales.

Ceci a été corroboré par la représentante du ministère de la Santé, Madame Doris Zieka.

Des femmes de plusieurs villages dans les deux zones traditionnelles se sont relayées interprétant des chansons qui décrivent le manque d'aliments sains et suffisants et les effets négatifs des méthodes de l'agriculture industrielle. Ces chansons spontanées étaient accompagnées de danses et transmettaient des messages forts sur la valeur des aliments traditionnels. Leurs chansons dénonçaient l'usage des semences génétiquement modifiées, des pesticides et des engrais chimiques de même que les effets négatifs qu'ils ont sur la santé de la famille.

L'auteur Linus Kabobah a présenté une nouvelle publication de CIKOD intitulée, «*L'agriculture indigène et la sécurité alimentaire dans le district de Lawra*». Cette présentation a été suivie d'une dégustation de plus de cinquante mets traditionnels par les dignitaires et le grand public, dont le tuo, bengaab, tubani, perkpage, gbulyang, birneme, nyusaab, pierreh, et bien d'autres.

La contribution des productions agricoles traditionnelles à la sécurité alimentaire

Le maïs est l'une des cultures dont on fait actuellement la promotion au Ghana. Bien que sa productivité par hectare soit plus élevée que celle des cultures traditionnelles comme le sorgho, le mil ou l'igname, l'obtention de hauts rendements pour le maïs nécessite une grande quantité d'engrais et des pluies régulières. Cela en fait une culture plus risquée pour les agriculteurs dans les zones arides du Nord du Ghana parce que les engrais coûtent chers. Les précipitations irrégulières et peu fréquentes ont un impact sur le rendement.

L'augmentation de la productivité pour améliorer la sécurité alimentaire doit s'opérer d'une manière durable: les cultures devraient être résilientes au changement climatique, en même temps qu'elles devraient améliorer la nutrition et ne devraient pas requérir d'intrants agricoles coûteux. Les semences et les produits agricoles traditionnels, qui faisaient autrefois partie du régime alimentaire de base au Nord du Ghana, présentaient toutes ces caractéristiques. Leur culture réduit les risques économiques, augmente la santé des sols, économise les rares ressources en eau, maintient la biodiversité, renforce la confiance des agriculteurs en leurs capacités et améliore la nutrition.

La réintégration des aliments traditionnels dans le régime des populations rurales est essentielle pour promouvoir la sécurité et la souveraineté alimentaire dans le Nord du Ghana, particulièrement quand elle est combinée à une politique de production basée sur les pratiques agro-écologiques, comme la rotation des cultures, les cultures associées et l'agroforesterie.

Résultats et incidences de la foire de Lawra

La foire a eu pour résultat de renouveler la popularité des mets traditionnels, tout

spécialement le tubani, qui étaient autrefois méprisés tout particulièrement par les jeunes. Le directeur du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture a invité les femmes de RUWFAG à faire une exposition lors de la célébration de la journée des agriculteurs du district tenue en 2011. Elles ont accepté l'invitation, et ont reçu un prix pour leur contribution à la sécurité alimentaire dans leur district. Par la suite, le directeur a invité les dirigeants de RUWFAG à ses bureaux où ils ont discuté de la manière dont les ministères pourraient prendre en compte les projets des femmes dans la planification du district.

Les jeunes de Tanchara, fort du succès des foires alimentaires traditionnelle sont organisés un jeu-questionnaire sur les productions et les mets traditionnels en tant qu'outil éducatif.

La foire a aussi motivé les femmes agricultrices dans les régions traditionnelles de Lawra et Nandom à investir pour augmenter la production des cultures traditionnelles dans leurs champs. Par exemple, les membres de RUWFAG ont mis en place un programme d'épargne et de des prêts offrant des crédits, qui, bien que limités, permettent aux agriculteurs d'acheter des semences et d'engager un certain nombre d'employés pour augmenter la production des cultures traditionnelles. La saison subséquente a vu un doublement de la production des cultures traditionnelles comme le kpur-womeh, pierreh, songsogli, etc.

Facteurs de réussite

Le succès des foires alimentaires peut être attribué à plusieurs facteurs.

Premièrement, nous avons suivi le protocole approprié pour impliquer les dirigeants politiques et traditionnels. Deuxièmement, nous avons largement diffusé l'évènement.

Au Ghana, le protocole traditionnel exige que le premier lieu de contact soit le palais du chef, à qui il faut offrir un cadeau symbolique pour montrer sa reconnaissance pour son rôle. Ce fut la première chose que l'équipe de CIKOD a faite lorsqu'ils ont proposé les invitations à la foire alimentaire. CIKOD avait au préalable envoyé une équipe plusieurs semaines à l'avance pour avertir le chef et pognaa de même que le directeur de district (choisi par le président) des événements planifiés. Cette relation bâtie sur la confiance a été une des raisons qui a permis à CIKOD de convaincre facilement les autorités traditionnelles de participer au programme. Les foires alimentaires ont été tenues dans le contexte socioculturel favorable qui a contribué à mettre tout le monde à l'aise.

L'exposition et la dégustation publique d'aliments traditionnels par les dirigeants politiques et traditionnels tout spécialement les chefs - ont convaincu le grand public de la valeur des aliments traditionnels. Comme le

veut le dicton, « ce que les yeux voient, le cœur désire ». La dégustation a convaincu la population de l'importance des cultures traditionnelles et a éveillé des souvenirs pour certains. La pognaa de Lawra, Pognaa Karbo a déploré que « lorsque j'étais jeune fille, le bengvaar et la soupe aux arachides avec kazion-saab était préparés pour alimenter les jeunes hommes qui venaient aider sur la ferme de mon père. Ce régime alimentaire traditionnel leur donnait la force et la vitalité pour travailler fort sur la ferme. Cela a maintenant été remplacé par le riz. »

Le programme a fait l'objet d'une grande publicité à la radio, la télévision et dans la presse écrite. C'est là le résultat de nos efforts à construire de bonnes relations avec les médias. Ces publicités contenaient des messages positifs encourageant le gouvernement et la population à supporter les cultures et aliments traditionnels.

Toutefois, le programme a été perturbé par l'arrivée tardive des dignitaires. Ce début tardif a eu pour conséquence un programme plutôt serré par la suite. De plus, certaines femmes n'ont pu participer en raison des problèmes liés au transport.

Conclusions et recommandations

La foire alimentaire s'est avérée être une stratégie efficace pour stimuler une plus grande production et consommation de aliments traditionnelles de même que l'introduction des mets traditionnels dans le programme national de sécurité alimentaire. Ce succès peut être expliqué par le fait que les foires alimentaires traditionnelles sont des espaces ouverts qui permettent la participation de toutes les catégories de personnes. CIKOD a fait usage des connaissances et des ressources locales qui ont renforcé l'appropriation de la foire. Peu après la tenue des foires, des événements similaires ont été organisés à Ko et Tanchara par les femmes chefs traditionnelles elles-mêmes. Dans la plupart des communautés de l'Afrique de l'Ouest, il y a des festivals de remerciements après les récoltes. Ces festivals locaux sont des opportunités extraordinaires d'organiser des foires alimentaires traditionnelles qui éduquent la population sur la valeur des cultures traditionnelles et les moyens de renforcer la sécurité alimentaire.

Center for Indigenous Knowledge and Organisational Development (CIKOD)

www.cikod.org

En mai 2013, des organisations de toute l'Afrique de l'Ouest se sont réunies au Ghana pour participer à un atelier portant sur l'amplification des solutions agro-écologiques. Cette histoire a été écrite durant l'atelier par CIKOD, le Centre for Indigenous Knowledge and Organisational Development au Ghana. D'autres histoires peuvent être trouvées sur les sites suivants: <http://www.groundswellinternational.org/where-we-work/west-africa/> www.ileia.org



Promouvoir l'élevage des chèvres à travers une approche intégrée pour lutter contre la pauvreté au Cameroun

Felix Meutchieye, Eliane Stephanie et Ebodiam Ebouelle



Photo : Félix-M.

29

Focus group à Manang

Dans la sous région Afrique centrale, le Cameroun abrite l'une des plus grandes diversité génétique caprine, allant des chèvres « pygmées », résistantes aux conditions environnementales des zones humides, y compris les trypanosomes, aux énormes chèvres sahéliennes, laitières et au cuir d'une finesse intéressante. Cependant, ce potentiel économique établi déjà par diverses études, tarde à décoller. Les éleveurs ont presque perdu l'espoir de trouver des solutions idoines aux contraintes fréquentes qui pèsent sur leurs entreprises. La confiance aux institutions de formation et de recherche, ainsi qu'aux équipes d'encadrement de l'élevage s'effrite au fil des questions pertinentes. Quelques morceaux choisis : « Nous voyons plusieurs équipes passer chaque années en nous expliquant qu'ils font de la recherche, mais une fois qu'ils ont quitté la ville, on

en entend plus parler. Que deviennent les échantillons prélevés ? Ont-ils trouvé ce qu'ils cherchaient ? Quel est l'intérêt pour nous ? »

Le faisceau des intervenants directs s'est distendu et est devenu disparate et inopérant. La plupart des résultats obtenus par des équipes de scientifiques se trouvent dans des publications hors de portée des principaux utilisateurs et des potentiels cadres des ONGs ou d'appui à l'élevage caprin. Le défaut de coordination des projets de recherches caprines vient encore assombrir le tableau.

Intitulé « Appui à l'étude de la diversité génétique caprine comme moyen d'amélioration de la productivité », le Projet pilote initié par Biosciences in eastern and central Africa (Beca- Hub) de International Research for Livestock Institute (ILRI, Kenya),

avec le financement du gouvernement suédois, et l'Université de Dschang (Cameroun) mise sur une démarche intégrative et permanente des composantes locales. Le format est une plateforme d'innovation dont le fonctionnement est basé sur le concept de la « recherche agricole intégrée pour le développement (RAID) ».

La RAID, une innovation en matière de vulgarisation agricole

Il s'agit d'une approche multidisciplinaire et participative, mettant à contribution toutes les parties prenantes de la chaîne de valeurs. L'étape de base est l'identification exhaustive et l'implication participative de toutes les parties prenantes. La plateforme d'innovation comme indique son appel-

La plateforme d'innovation « chèvres » Cameroun, un outil au service de la lutte contre la pauvreté

Bien qu'encore dans sa phase de décollage, la plateforme d'innovation du projet chèvres Cameroun résonne déjà de promesses. Elle rassemble des acteurs clés des différents maillons de la filière à travers le Cameroun, à savoir le gouvernement par le biais du ministère en charge de l'élevage (MINEPIA), les institutions de formation et recherche agricoles (Université de Dschang et IRAD), les organisations d'éleveurs de chèvres, les ONGs, les commerçants (maquignons, bouchers), les restaurateurs, les institutions de micro-finance et le monde des médias. Les actions de sensibilisations, mises en place, concernent aussi bien le niveau national, que les échelles régionale et locale.

Selon les cas, ces plateformes peuvent être virtuelles ou physiques, facilitant la communication et l'échange de savoirs-faires entre différents acteurs. La plateforme réunit des personnes capables de mobiliser les petits producteurs qui exploitent plus de 5 millions de têtes. Elle encourage et structure l'appropriation d'une vision commune pour le développement de la production caprine. La première rencontre organisée en juillet 2013 à l'Université de Dschang, a permis dans un premier temps, de faire un état des lieux global de la filière, faisant ressortir les contraintes et les opportunités liées à l'industrie de la chèvre au Cameroun. Cela a permis aux principaux acteurs, d'exprimer leurs opinions réelles sur la base de la connaissance du terrain. Les axes,

l'ation est une stratégie de facilitation des changements, en misant sur des changements psychologiques qui font des acteurs des entités traitant sur base égalitaires, l'expertise commune étant meilleure que la somme parcellaire des résultats individuels. Cette démarche vise donc à faciliter l'accès aux innovations technologiques, aux stratégies de marketing, mais aussi aux évolutions institutionnelles et sociales, pour un meilleur rendu du système agropastoral. La concertation et l'engagement volontaire, mais représentatif, en sont les moteurs. Au plan opérationnel, la facilitation actuelle est constituée de la paire de 2 experts du Ministère de l'élevage et de l'Université de Dschang. Le responsable du programme national d'appui à l'élevage des petits et la responsable technique du projet assurent l'organisation et le fonctionnement de la plateforme. Au cours des rencontres, il est question de discuter ensemble des contraintes et des obstacles qui freinent le développement de la filière caprine, et d'aboutir à des plans d'action stratégiques permettant de pallier aux problèmes existants, chacun des maillons selon ses compétences.



Photo : Félix M.

Atelier de fabrication de pierres à lécher animé par les étudiants à Kouoptamo (Chevres)

en matière de besoins de technologies, d'appui à l'organisation et de changements institutionnels nécessaires, ont été discutés. On évolue maintenant dans un système de recherche-développement intégré. La valorisation de pratiques innovatrices est aussi identifiée comme un outil important. Il se constitue progressivement des cadres de concertations, facilitant la parole aux producteurs expérimentés qui seront dans la chaîne, les leaders de changement. La planification participative est apparue aussi au départ comme une démarche fondamentale. Les acteurs de la plateforme sont encouragés à s'investir à travers la proposition de plans d'actions trimestriels et leurs mises en application sur le terrain, avec une contribution technique et financière de la part du projet ; les activités menées au sein de la plateforme d'innovation seront également soumises à une évaluation des parties prenantes, afin de corriger les écarts pour les étapes suivantes. Le but du projet étant la réduction de la pauvreté en milieu rural par l'élevage caprin, la responsabilisation des acteurs passe par la consolidation des actions de durabilité. Les bénéficiaires sont au centre du processus de développement, de sorte qu'une fois le projet arrêté, ils soient en mesure de poursuivre de façon autonome. L'autonomie voulant aussi dire la recherche des moyens complémentaires pour le fonctionnement des plateformes à différentes échelles.

L'enclavement, un obstacle majeur !

Pour s'assurer de la pertinence des axes de recherche, il était important de considérer la variabilité des systèmes de productions, réparties dans les 05 régions agro écologiques du Cameroun, allant à l'élevage en

claustration entravée, à la divagation permanente et les modèles intermédiaires. Et parfois, il a fallu modifier les approches d'intervention, en tenant compte des problématiques spécifiques pour chacun des contextes. Des ateliers visant à renforcer les capacités des acteurs de la plateforme dans des domaines identifiés par ces derniers eux-mêmes, sont organisés à différents niveaux pour permettre à chacun d'avoir une meilleure participation à la dynamique. Cependant la mise en œuvre de ces activités est souvent rendue difficile du fait de l'enclavement des communautés les plus concernées, tant du point de vue des infrastructures routières que des moyens de communication.

Le projet n'en est qu'à ses débuts et les résultats devraient se traduire en ce qui concerne les plateformes, par un changement global d'attitudes et un renforcement réel des capacités des acteurs, mesurables à travers l'augmentation de la productivité des animaux, et une meilleure organisation de la filière dans son ensemble, se traduisant par l'augmentation des revenus pour les petits producteurs et des acteurs le long de la chaîne des valeurs. Vous disiez que la chèvre est la vache du pauvre ?

Felix Meutchieye, Enseignant-Chercheur, Coordonnateur du Projet Chèvres Cameroun
Eliane Stephanie, Ebodiam Ebouelle, Médecin-Vétérinaire, Assistante Technique du Projet

Un système de recherche-vulgarisation intégré : exemple du projet cobayes au Cameroun

Felix, Meutchieye, Idriss Gabriel, Nyebe Mvogo



Reunion paysanne

31

Photo : Félix M.

Le cobaye est un petit animal facile à manipuler et dont l'alimentation de base est constituée de plantes fourragères à portée de main. Ce sont des graminées locales (herbes à éléphant par exemple), les feuilles de bananier, patate, et autres refus de cuisine. Ces atouts rendent cet élevage accessible aux femmes et aux enfants qui constituent le gros des producteurs. Plusieurs bassins de production existaient, mais n'étaient pas identifiés d'où une sous estimation de l'effectif des producteurs et de la taille globale du cheptel. Un programme de recherche-action basé à l'Université de Dschang, sous financement du CSIRO-AusAID et le soutien du Beca-ILRI Hub, a mené des travaux pour établir l'état des lieux dans un premier temps. Depuis plus d'un an, ce projet contribue au développement d'une filière d'un petit animal aux potentiels énormes.

Au début, une chaîne des valeurs inconnue

La mise en œuvre d'une action de valorisation du secteur caviacole serait caduque si la chaîne de valeurs n'est pas clairement schématisée. Comment vulgariser sans un minimum de données précises ? Comment vulgariser sans rassurer ? Le dernier programme officiel de recherche pour cette espèce date d'au moins 20 ans, sans suite. Un programme pilote de vulgarisation des élevages non conventionnels, dont le cobaye, démontre déjà un intérêt tardif pour cet animal dont la chair serait parmi les plus hygiéniques et les plus riches. Les inconnues nombreuses n'ont pas facilité le développement de cet élevage toujours prometteur pour les populations aux ressources limitées, rurales ou périurbaines de la région méridionale du Cameroun.

Interaction limitée entre acteurs et matériel génétique mal exploité

Le secteur est caractérisé par une sous information de la part des acteurs sur les questions des débouchés. La majorité des producteurs n'échange que du matériel génétique et, accessoirement, des connaissances. Les techniques biomoléculaires de pointe ont permis d'établir l'incidence de la consanguinité et la prévalence des mauvaises pratiques engendrant pas moins de 40% de mortalités pré sevrage chez les plus de 200.000 producteurs en activité. Des restaurants urbains sont demandeurs de cette viande fine, mais restent ignorants des circuits d'approvisionnement. La consommation urbaine tend à faire de la viande de cobaye un substitut profitable pour des petits producteurs moyennant des améliorations adéquates et cohérentes.

Fondements de notre intervention : la plateforme d'innovation

Le Forum Africain pour la Recherche Agricole (FARA) soutenu par d'autres initiatives continentales a proposé un modèle de recherche intégré qui sied avec le contexte agricole africain et sa ruralité. Par le passé, la diffusion de la connaissance et le transfert de technologie se faisait selon l'approche top-down. Cette approche, encore utilisée aujourd'hui, était caractérisée par un cloisonnement entre les parties impliquées dans le processus. D'une part, le chercheur, unique détenteur du savoir et donc des solutions, d'autre part, le paysan, ignorant qui attend, sagement, que des solutions lui soient proposées. Nombre de projets ont échoué sous ce modèle. Le dialogue véritable, il faut le dire, commence quand chacune des parties est consciente qu'elle peut recevoir et apprendre de l'autre. Ici, il s'agit d'un dialogue d'égal à égal. Le concept de Recherche Agricole Intégrée pour le Développement permet, par une approche multi acteurs, de créer un système d'échange et de dialogue entre le chercheur et le producteur et, d'une manière générale, entre tous les maillons d'une chaîne des valeurs.

Le processus est dynamique et intégré comme le montre la figure 1. Tout ceci se passe en quelques heures ou en plusieurs semaines. La recherche, est naturellement et de manière automatique, orientée vers les problèmes techniques des producteurs.

La plateforme est le lieu où, les problèmes techniques des producteurs et d'autres acteurs clés sont formulés en thématiques. Toute la chaîne est concernée. Une fois les résultats obtenus, ils sont, soit validés soit rejetés au sein de la plateforme d'innovation.

Processus de vulgarisation dynamique initié par l'Université de Dschang

Proposer des solutions suppose que les problèmes ont été, au préalable, identifiés. Le processus d'identification des problèmes du secteur s'est effectué par la mise en place d'un système de communication direct entre les chercheurs et les acteurs du secteur. C'est au sein de la plateforme d'innovation que les producteurs s'expriment sur leurs problèmes et les actions prioritaires à mener. D'autres acteurs tels que les pouvoirs publics et le secteur privé, dotés d'une expérience capitalisable, participent au processus et font parties intégrante du système. Le processus est illustré par la figure 2.

L'un des constats issu des concertations était la méconnaissance du cobaye et des caractéristiques de sa viande. Il fallait créer un mouvement, aussi bien, pour susciter

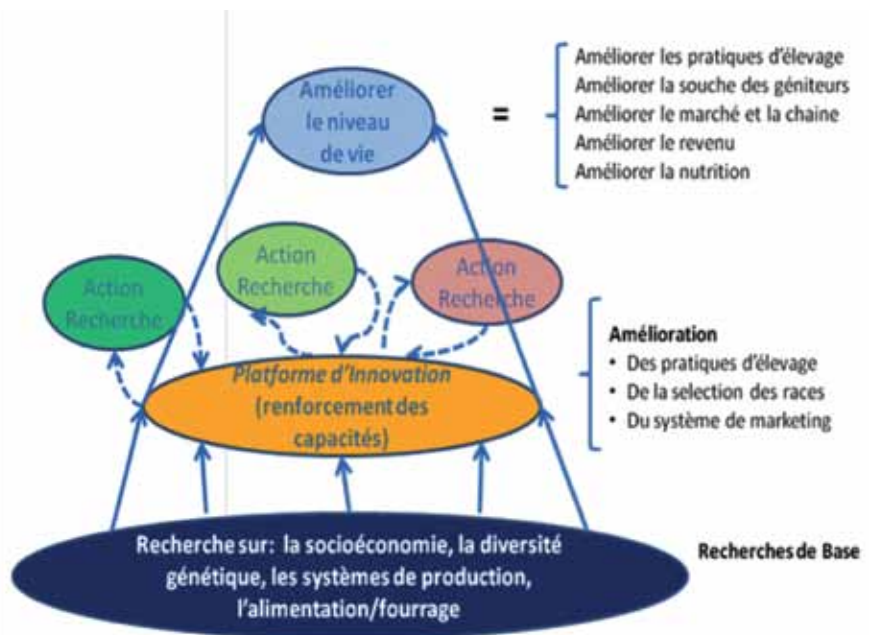


Figure 1 : Théorie de changement mis en application dans le projet

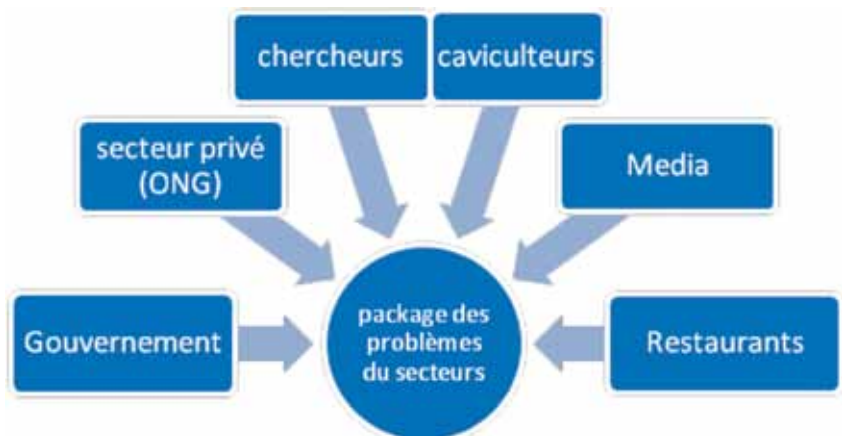


Figure 2 : Processus d'identification des problèmes du secteur caviacole

l'intérêt de production, de transformation et même de consommation. Les cibles et les moyens de vulgarisation étant variés, un plan media fut mis en œuvre.

Atteindre le plus grand nombre sur le plan géographique implique l'usage de moyens fiables et rapides. Des émissions radio et des documentaires TV ont été diffusées, dont certaines dans les langues nationales. Des entrepreneurs de différentes échelles se sont mis au jeu explorant d'autres possibilités d'investissement inattendues. Les messages de vulgarisation diffusés par les mass-médias mettent en exergue les atouts de production et les possibilités de transformation et d'ouverture sur le marché. Des communicateurs travaillent avec l'équipe du projet pour assurer la meilleure continuation des actions en cours.

Sur plan local, les séances de vulgarisation combinent la projection des documentaires avec des commentaires, des données techniques (logement et fourrages), la distribution des dépliants contenant des messages simples et incitatifs, le recours à des manuels pratiques. La participation des producteurs au processus de vulgarisation en tant que vulgarisateurs est cruciale. A l'exemple de Jeremie Votio, caviculteur et restaurateur de Batcham à l'Ouest Cameroun, des vulgarisateurs bénévoles participent activement à une large sensibilisation en partageant leur expérience dans le secteur caviacole et en promouvant localement des pratiques tirées de leurs savoirs.



Photo : Félix M.

Un caviaculteur agissant en vulgarisateur lors d'une réunion rurale

Conclusion

Intervenant dans 04 des 10 régions administratives du Cameroun, le Projet a mobilisé par contrat 04 ONGs compétentes qui suivent les actions de formations, soutiennent les organisations de producteurs, identifient et commencent les circuits alternatifs de commercialisation tout en identifiant avec les producteurs de nouveaux défis. De nouvelles organisations de producteurs se mettent en place. Des restaurateurs s'impregnent des modes de préparation et de présentation (pour les nouveaux). L'intérêt des acteurs de la recherche va croissant. Une station de recherche vient de décider de mettre sur pied une unité spécialisée pour les cobayes, et la masse critique de jeunes chercheurs traitant des questions aussi bien biophysiques que socio économiques se densifie. De nouvelles opportunités de financement, direct ou indirect de la production sont identifiées et certaines même déjà actives. La demande d'encadrement par les producteurs d'autres régions s'intensifient, et les premiers résultats de recherche sont appliquées, au grand bonheur des producteurs de petits animaux, mais au revenu qui s'améliore. Et l'histoire n'est pas encore finie...

La promotion du savoir et du savoir-faire local fait partie intégrante du processus de vulgarisation. Il permet d'installer la confiance et une meilleure appropriation de l'objet de la sensibilisation et facilite ainsi une meilleure implication des producteurs. Ces exercices de sensibilisation ont pour but de placer les producteurs dans des conditions favorables d'attitude pour l'adoption de l'innovation et les multiples dimensions du progrès et du développement.

Au-delà de cette sensibilisation, les producteurs sont formés aux méthodes d'entretien de leur élevage. Le modèle de formation dépend du module de formation. Dans le cas du logement, les formations engagées se font sur un site de production, en général, chez un caviaculteur. Une loge, financée parfois par le bénéficiaire, est construite devant un ensemble de producteurs et d'autres intéressés. Les séances sont gratuites et ouvertes au public. Le processus, va de l'identification des

problèmes et des moyens et méthodes pouvant permettre d'exploiter tout le potentiel du secteur cobayes et le mettre aux services des populations.

Quelques contraintes

Les contraintes identifiées de manière collégiale avec les producteurs montrent clairement la nécessité de revoir les pratiques d'élevage. Quelques uns de ces problèmes sont la prédation (due à un système de logement inapproprié), les mortalités subites imputables au taux élevé de consanguinité (due aussi à un système de logement et de gestion du stock génétique inapproprié). L'objectif de la plateforme d'innovation est de promouvoir et d'encourager le changement. Le logement est un aspect crucial. Plusieurs caviaculteurs laissent leur cobaye se mouvoir librement dans la cuisine. Les animaux sont à la merci des prédateurs tels que les chats, les chiens, les serpents.

Félix Meutchieye, Enseignant-Chercheur,
Coordonnateur du Projet Cobayes Cameroun
fmeutchieye@gmail.com

Idriss Gabriel, Nyebe Mvogo, Ingénieur Agro
Economiste, Manager de la Plateforme Cobayes



SITES WEB

34

<http://www.ancar.sn/>

Ce site est dédié à la nouvelle approche de conseil agricole et rural développée par l'Agence Nationale (Sénégal) de Conseil Agricole et Rural (ANCAR). Cette démarche de conseil agricole et rural est basée sur l'approche OP et constitue une rupture avec l'ancien système d'encadrement du monde rural.

L'objectif de l'ANCAR est de « promouvoir, animer et piloter un service de conseil agricole et rural décentralisé à la demande, permettant aux petits producteurs d'améliorer durablement la productivité, les productions, la sécurité alimentaire et les revenus. » A cet effet, l'ANCAR joue un rôle essentiel dans la promotion de l'innovation technique agricole, le développement des bonnes pratiques agricoles et rurales (BPA), l'information et la formation des producteurs. Elle intervient dans la majorité des communautés rurales, couvre toutes les filières agricoles et travaille avec toutes les catégories sociales de la population agricole et rurale.

<http://www.abcdconseiller.qc.ca/>

L'ABC du conseiller agricole est un site Internet qui s'adresse à tous les conseillers et conseillères qui offrent des services-conseils aux entreprises agricoles. Il contient de l'information adaptée à leurs besoins et est conçu pour faciliter leur intégration dans leur nouveau milieu professionnel, que ce soit dans l'exercice de leurs fonctions ou dans l'accomplissement des diverses tâches qui leur sont confiées. L'ABC du conseiller agricole deviendra rapidement une référence incontournable.

Ce site a été réalisé dans le cadre du programme Initiative d'appui aux conseillers agricoles (IACA) selon les termes de l'Entente Canada-Québec sur le Renouveau du Cadre stratégique agricole et a été développé par les clubs-conseils en agroenvironnement avec la collaboration du Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ).

<http://www.inter-reseaux.org>

GT Conseil agricole et rural (CAR) et Conseil à l'exploitation familiale (CEF)

Ce groupe de travail porte sur le Conseil Agricole et Rural (et en particulier le Conseil à l'exploitation Familiale) en Afrique de l'Ouest et du Centre principalement. Il se veut être le prolongement thématique du «Pôle CEF» animé par Inter-réseaux et AFDI jusqu'à fin 2007. Vous trouverez l'intégralité du fonds documentaire du «Pôle CEF» ainsi que plus largement les réflexions antérieures sur les Services agricoles dans la rubrique «Ressources thématiques», en cliquant sur «Ressources sur les services agricoles (en particulier CEF)» CEF » (conseil à l'exploitation familiale)

Bienvenu dans le nouvel espace web consacré au Conseil agricole et rural ! Inter-Réseaux relance un Groupe de Travail sur le Conseil Agricole et Rural (et en particulier le Conseil à l'exploitation Familiale) en Afrique de l'Ouest et du Centre principalement. Il se veut être le prolongement thématique du «Pôle CEF» animé par Inter-réseaux et AFDI jusqu'à fin 2007.

<http://www.g-fras.org/fr/>

Ce site web vous informe des produits et services qu'offre le Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS, sigle en anglais). Le GFRAS a pour mission d'offrir un espace de plaidoyer et de leadership pour un conseil rural diversifié et fondé sur la demande.

Les services de conseil rural (SCR) proposés ici sont une composante importante du développement rural. Ils contribuent à renforcer les capacités des ruraux, favorisent leur autonomisation, et visent à promouvoir les innovations. Ces SCR assurent des fonctions d'appui aux populations rurales pour qu'elles aient accès à l'information et renforcent leurs compétences. Au final, il s'agit de relever les défis afin que ces populations puissent améliorer leurs moyens de subsistance et leur bien-être.

<http://www.cta.int/fr/>

En plus de vous permettre d'être régulièrement informé sur l'actualité du développement dans le monde, particulièrement dans les pays ACP, ce site vous permet d'accéder à des publications de référence sur la question du développement agricole. Vous pouvez accéder facilement au magazine d'information bimestriel Spore, consacré au développement agricole et rural des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. On y trouve, notamment, le point de vue des experts, l'analyse des dernières tendances, la présentation des innovations techniques, et toute l'actualité de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, de la recherche, de l'environnement, des entreprises...

CTA Éditions est aussi un autre magazine disponible sur ce site et qui vous propose plus de 600 titres couvrant différents sujets dans le domaine de l'agriculture et du développement. Les visiteurs peuvent effectuer une recherche par catégorie, titre, auteur, numéro d'ISBN ou texte libre. Il est également possible d'obtenir des informations sur la disponibilité d'un titre. Certaines publications sont téléchargeables. Enfin, ICTupdate est un magazine multimédia disponible à la fois sur ce site. ICTupdate paraît tous les deux mois. Chaque numéro se concentre sur un thème particulier lié aux TIC pour le développement agricole et rural dans les pays ACP.

<http://www.phbm.mg/appuiauxinitiatives/vulgarisation.htm>

Ce site est la propriété du projet de mise en valeur du haut bassin du Mandrare (PHBM). C'est un projet de développement rural multisectoriel intégré rattaché au Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Financé par un prêt du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et les ressources propres du Gouvernement de Madagascar, il a été conçu sur l'initiative de ce dernier suite à la disette de 1991 (Kéré) qui a affecté le Sud de la grande île. L'objectif visait essentiellement à arrêter le processus de paupérisation qui avait atteint une ampleur inquiétante dans la zone en contribuant à la diversification et l'accroissement de manière durable les revenus

des ménages, à l'amélioration de leur sécurité alimentaire et à la restauration et gestion durable des ressources naturelles.

Dans sa démarche, le projet mène beaucoup d'actions de conseil et de vulgarisation agricoles. Les documents produits dans le cadre des interventions du projet sont disponibles sur le site.

http://www.agrimaroc.net/broch_arab.htm

Ce site gouvernemental du Maroc vous propose des fiches techniques sur les projets et programmes mis en œuvre dans le royaume chérifien pour développer le secteur agricole, protéger les ressources naturelles et l'environnement. Parmi les fiches techniques que vous pouvez y trouver figurent, une fiche sur la stratégie innovante pour le développement de l'agriculture, une fiche sur la stratégie de développement de la filière céréales et une autre sur la stratégie de développement de la filière animale.

La vulgarisation et le conseil agricole sont des éléments clés de ces stratégies destinées à lever les contraintes techniques et organisationnelles qui pèsent sur ces différentes filières.

<http://www.agrireseau.qc.ca/>

Vous recherchez de l'information de nature scientifique et technique? Choisissez le site d'Agri-Réseau pour le secteur qui vous intéresse et vous trouverez des articles de vulgarisation, des fiches techniques, des statistiques, des rapports de recherche et une foule d'autres documents sur des thématiques telles que la vulgarisation et d'autres questions en rapport avec le développement agricole et rural.

L'information diffusée sur Agri-Réseau est principalement à caractère scientifique ou technique. Il vous propose des liens vers d'autres sites Internet pour vous permettre d'avoir des informations complémentaires sur les sujets qui vous intéressent.

<http://www.fao.org/docrep/011/a0219f/a0219f00.htm>

Cette page web archive les documents produits par la FAO. Ces documents téléchargeables vous livrent toute une série de connaissances sur des sujets aussi divers que la vulgarisation et le conseil agricoles, l'agriculture durables, la sécurité alimentaire, etc.

Un guide pratique à l'intention des décideurs politiques des pays en développement sur la vulgarisation est disponible et téléchargeable en format PDF sur cette page. Ce document intitulé « Moderniser les systèmes nationaux de vulgarisation », retrace l'évolution et analyse les systèmes de vulgarisation et de conseil agricoles dans les pays en développement. Il propose des solutions pertinentes permettant de relever les défis de la vulgarisation agricole en partageant des expériences innovantes et réussies qui pourraient servir de modèles à d'autres.

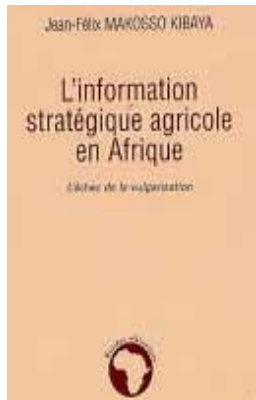
BIBLIOGRAPHIE

L'information stratégique agricole en Afrique : L'échec de la vulgarisation

Jean-Félix Makosso Kibaya

- 247 pages
- Editeur : L'Harmattan (1 juillet 2006)
- Collection : Etudes africaines
- Langue : Français • ISBN-10: 2296010113
- ISBN-13: 978-2296010116

Plus de quatre décennies de pratique,

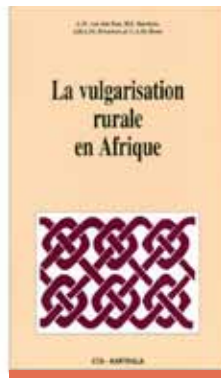


quelques résultats sporadiques et une évidence : la vulgarisation de l'information stratégique agricole en Afrique est un échec. Ce constat, certes sévère, est une réalité. La plupart des spécialistes en communication du développement en conviennent, et la véracité des faits sur le terrain le prouve. Pourtant son intérêt et son utilité sont reconnus, aussi bien par les gouvernements que les organisations internationales d'aide au développement. De nombreuses initiatives sont prises pour en faire un instrument au service du développement agricole, mais sans succès. Quelles sont les raisons de cet échec ? Et, surtout, comment en sortir ? Telles sont les interrogations qui constituent l'essence de cet ouvrage. Il restitue l'évolution historique de cette pratique en Afrique, analyse les entraves socio-économiques et politiques spécifiques aux pays africains et propose de nouvelles approches susceptibles d'être explorées par les différents protagonistes du secteur

La vulgarisation rurale en Afrique

KARTHALA Editions - 1 févr. 2005

Pour satisfaire les besoins croissants d'une population en constante augmentation, les paysans africains doivent produire toujours plus, alors que les terres cultivables se dégradent et diminuent, que l'environnement se fragilise et surtout que la concurrence des produits agricoles importés



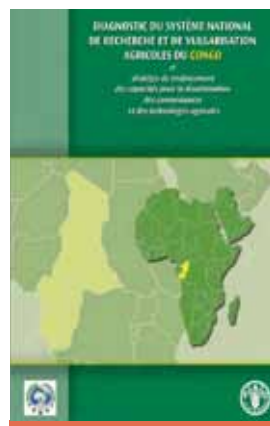
s'accroît. Il leur faut donc améliorer leurs connaissances professionnelles, pour relever les défis d'une économie qui se mondialise. Pour ce faire, le rôle des services de vulgarisation devient d'une importance cruciale. Cet ouvrage, écrit par quatre spécialistes de la vulgarisation rurale (agronomes et sociologues), propose une vision de la vulgarisation rurale fondée sur la communication. La vulgarisation, pour être efficace, doit être un lien entre la recherche agricole, les sources d'information agricoles et les paysans. De même, elle doit faciliter les échanges entre les paysans eux-mêmes.

DIAGNOSTIC DU SYSTÈME NATIONAL DE RECHERCHE ET DE VULGARISATION

AGRICOLLES DU CONGO Et stratégie de renforcement des capacités pour la dissémination des connaissances et des technologies agricoles FAO CEMAC. Editeurs: Abdoul Aziz Sy (Fonctionnaire Principal/FAO-NRRR)

Moïse Houssou (Consultant international/Chef d'Equipe) Steve Mapangu-Divassa (Consultant National)

2008- 98 pages



L'étude, objet de ce rapport, a été réalisée dans le cadre du projet «Appui à la dissémination des connaissances et technologies agricoles pour la sécurité alimentaire et le développement durable», financé

par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la demande de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) à travers son Secrétariat exécutif.

Elle a consisté à faire un diagnostic du système congolais de recherche et de vulgarisation en matière de production et de diffusion des connaissances et technologies agricoles. Il ressort de cette étude les constats suivants:

AU NIVEAU DE LA RECHERCHE

- existence de plusieurs structures impliquées dans la recherche agricole. Ces structures sont aujourd'hui dans un état de délabrement avancé et sont caractérisées par un manque criard d'équipements scientifiques;
- existence des acquis scientifiques encore non valorisés;
- faiblesse notoire des liens de fonctionnalité avec le développement.

AU NIVEAU DE LA VULGARISATION

- absence ou insuffisance des institutions officielles de vulgarisation des acquis scientifiques en dehors de quelques structures privées, organisation non gouvernementale (ONG) et associations, assurant de façon sporadique, les fonctions de vulgarisation dans le cadre de certains projets de développement;
- important besoin d'encadrement des paysans.

Le Système National de Vulgarisation et d'appui Conseil Agricoles BURKINA FASO (SNVACA)

Décembre 2010



Cet ouvrage retrace l'historique et l'évolution de la vulgarisation agricole au Burkina Faso. Il tire les leçons des démarches de

BIBLIOGRAPHIE

vulgarisation et de conseil agricoles mises en œuvre depuis des décennies pour transmettre les résultats de la recherche aux producteurs à la base.

il met un focus sur les acquis et les insuffisances des approches précédentes de vulgarisation agricole et jette un regard critique sur la situation actuelle de la vulgarisation et de l'appui conseil agricole (SNVACA).

MODERNISER LES SYSTÈMES NATIONAUX DE VULGARISATION AGRICOLE : GUIDE PRATIQUE À L'INTENTION DES DÉCIDEURS POLITIQUES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

M. Kalim Qamar
CTA, FAO 2007
86 pages



Dans un premier temps, ce document définit le concept-clé de vulgarisation. Il évoque ensuite les évolutions mondiales qui remettent en question les approches et méthodes traditionnelles utilisées par les organismes de vulgarisation et propose un cadre simple qui permettra aux décideurs politiques d'estimer s'il est opportun ou non de réformer leurs systèmes de vulgarisation. Il recommande ensuite une série de directives, accompagnées des actions-clés correspondantes, qui pourraient permettre, si elles sont appliquées correctement, la transformation du système traditionnel de vulgarisation agricole en une force moderne et viable capable de relever les nouveaux défis mondiaux. Compte tenu de l'engagement de certains pays dans le processus de réforme, un autre cadre normatif a été inclus dans ce document afin d'évaluer la portée de la réforme de tout système de vulgarisation et d'appui-conseil.

Développement agricole et sécurité alimentaire durable dans l'espace CEMAC :

Stratégies sous-régionale pour l'organisation et la mise en œuvre d'un réseau d'échange de connaissances et de technologies agricoles

Abdoul Aziz SY ; Timothée MEZOM ; Moïse HOUSSOU - 2009



Ce document fait partie d'une série d'ouvrages produits par la CEMAC et destinés non seulement aux acteurs de la recherche et de la vulgarisation agricoles mais également à tous les partenaires publics ou privés régionaux/internationaux engagés dans le processus de développement durable, de lutte contre la pauvreté et soucieux de l'amélioration du statut de la sécurité alimentaire à travers un partenariat motivé et efficient.. Après une présentation des contextes nationaux (i.e. état des lieux décrivant la situation géographique, contexte socio-économique spécifique, description et analyse du secteur agricole pour chaque pays membre etc.), cette étude fait le diagnostic des situations nationales en matière de recherche et de vulgarisation agricoles avant de formuler une stratégie de renforcement des capacités en matière de dissémination des connaissances et des technologies agricoles dans l'espace CEMAC.

Rôle des acteurs dans le fonctionnement et l'orientation des dispositifs de formation agricole et rural pour le développement

Rapport de la 2ème conférence internationale du réseau «formation agricole et rurale» (FAR)
Tunis mai 2008 - 130 pages



Dans le contexte des menaces de crises alimentaires mondiales, la mise en place et la gestion durable de formations professionnelles et techniques de qualité constituent pour le secteur rural l'un des enjeux majeurs pour relever les défis de lutte contre la faim et la pauvreté et pour assurer l'insertion sociale et professionnelle des populations rurales.

Plusieurs types de partenaires sont concernés par la création et le fonctionnement des dispositifs de formation : l'état, les collectivités territoriales, les fonds de formation, les organisations professionnelles, les organismes de développement, les institutions de formations, les agriculteurs, les artisans, les commerçants, organisations nationales et internationales de développement...

Se fondant sur l'analyse des situations et expériences le FAR recommande, dans ce rapport, que la formation professionnelle, par sa dimension technique et éducative, s'inscrive au cœur des dynamiques et des politiques de développement agricole et rural ; que le dialogue entre les acteurs et partenaires concernés par l'ensemble des activités en milieu rural pour construire des politiques nationales, régionales et locales de formation professionnelle agricole et rurale ; la création de cadres de concertation nationaux, régionaux et locaux au sein desquels les différents acteurs participent à l'élaboration, au pilotage et à la régulation des dispositifs de formation professionnelle en optimisant l'utilisation des ressources ; le renforcement des capacités des différents acteurs de la formation professionnelle.

Les TIC transforment-elles la vulgarisation agricole ?

Sixième Réunion consultative d'experts de l'Observatoire du CTA sur les TIC Don Richardson, TeleCommons Development Group CTA Working Document Numéro 8035
Décembre 2006

BIBLIOGRAPHIE



Le présent rapport de synthèse offre un aperçu des principales questions, mutations et tendances du secteur de la vulgarisation agricole, en relation avec les TIC, avec un accent particulier sur l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Le rapport s'inspire des exposés, études de cas et débats de l'Observatoire du CTA. Ce faisant, il met en évidence les possibilités d'utilisation des TIC dans la communication et l'échange d'informations agricoles, ainsi que les contraintes y afférentes, en même temps qu'il identifie les implications de ces questions pour le CTA.

Analyse des mécanismes de diffusion des technologies agricoles améliorées et innovations dans l'espace CEDEAO

Dr Kaboré P. Daniel
87 pages - Février 2011



Pour appuyer les institutions sous régionales dans leur démarche, la Banque Mondiale, par le biais de son programme de renforcement de l'intégration régionale a mis en place un programme dénommé Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) ; ce programme cherche, entre autres objectifs, à établir un cadre régional qui apportera des éléments de base aux pays membres

de la CEDEAO pour faciliter leur collaboration dans la mise en œuvre des stratégies agricoles nationales et régionales en matière de développement et de transfert des technologies. Coordonné au niveau sous régional par le CORAF/WECARD, bras technique de la CEDEAO, ce programme vise en sa première composante le renforcement des mécanismes et des procédures permettant aux pays de bénéficier entièrement de la coopération régionale. La présente étude entre dans le cadre de cette logique et porte sur l'identification des contraintes limitant la coopération régionale en matière de développement et de transfert de technologies améliorées et d'innovations. Elle a pour objectif d'identifier les contraintes majeures qui entravent le transfert et l'adoption des technologies améliorées dans la sous région Afrique de l'Ouest et de proposer des mécanismes permettant de les lever.

Vulgarisation agricole : Le temps du changement

Mettre les connaissances au service de l'action politique pour une meilleure production alimentaire
32 pages
CTA 2012



Après des décennies de sous-investissement dans l'agriculture, les gouvernements et les donateurs s'accordent désormais à reconnaître la nécessité d'établir des politiques et institutions adéquates, d'accroître le soutien financier, d'améliorer l'accès aux nouvelles connaissances, aux compétences et aux marchés. La réforme des services de vulgarisation devrait faire partie intégrante d'une série de mesures pour aider les petits exploitants agricoles à améliorer leur productivité, accroître leurs revenus et contribuer à la sécurité alimentaire. c'est l'analyse qui ressort de

ce document produit à l'issue de la Conférence internationale de Nairobi sur la revitalisation des services de vulgarisation et de conseil (novembre 2011). Le thème central de la Conférence était axé sur les innovations dans les services de vulgarisation. Les participants ont pu partager leurs connaissances et leurs expériences, et identifier les moyens de réformer les services de vulgarisation et de conseil au profit des petits exploitants agricoles.

Le document nous présente, en appendice, la déclaration finale de Nairobi sur les services de vulgarisation et de conseil agricoles.

Impact de l'intervention de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural sur les Organisations de Producteurs de la Communauté Rurale de Mpal.

Mémoire de DEA
Dr Yacine Ngom
76 pages - 2005/2006



travail de recherche analyse l'impact de l'intervention de l'Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR) sur les Organisations de Producteurs membres du Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs de la Communauté Rurale de Mpal (Région de Saint Louis, Sénégal). Il commence d'abord par le diagnostic des différentes activités menées en matière de conseil agricole et rural et étudie leurs incidences sur les OP.

Le document révèle que ces incidences ont été très positives car ayant permis de renforcer les capacités d'organisation et d'action des Organisation de Producteurs. Aussi, les activités de conseil agricole et rural de l'ANCAR ont impacté très positivement sur l'amélioration des techniques de production et les revenus des paysans.

Ce

OPINION

L'année 2014 a été déclarée « année internationale de l'agriculture familiale ». En perspective de cet évènement international, l'ONG IED Afrique a organisé, le 26 Août 2013 à Dakar, un atelier thématique multi-acteurs sur « agriculture familiale durable : défis et opportunités d'un monde qui change. Cette rencontre, qui a vu la participation de nombreuses Organisations Paysannes, des acteurs de la société civile, des chercheurs, des représentants de l'Etat du Sénégal, des membres du Réseau AgriCultures, etc., a été un intense moment d'échange qui a permis de passer en revue les problèmes qui gangrènent l'agriculture familiale et de trouver des pistes collaboratives en vue de la promotion et de la valorisation de cette d'agriculture qui nourrit une bonne partie de l'humanité.

« Il faut prendre en compte la multifonctionnalité des exploitations familiales pour pouvoir les appuyer durablement »

38

Pour régler la crise de l'agriculture, en Afrique, il faut forcément passer par un soutien conséquent et accru aux exploitations agricoles familiales, parce qu'elles sont responsables de plus de 80% de la production alimentaire dans beaucoup de pays.

Et pour des raisons simplement liées au bon sens économique, on ne peut pas envisager un développement du secteur agricole sans passer par le renforcement des exploitations familiales.

L'agriculture familiale n'est pas simple-

ment un système économique. Il y a certes une fonction économique très importante, mais au delà, de cette fonction économique, les exploitations familiales sont des organisations sociales et comportent une dimension culturelle importante. Elles vivent des réseaux sociaux qui jouent un rôle important dans le renforcement de la résilience des exploitations familiales et dans la gestion durable des ressources naturelles.

C'est donc toute cette multifonctionnalité qu'il faut prendre en compte pour pouvoir

trouver les politiques les plus adaptées pour appuyer de manière efficiente les exploitations familiales.

Aussi, l'investissement destiné à l'agriculture devrait être affecté sur la base d'une bonne perception de l'agriculture qu'on veut promouvoir. Je crois que si cette perception est claire, on pourrait avoir des systèmes d'investissement beaucoup plus ciblés pour prendre en compte les besoins des exploitations familiales.

Mamadou Bara Guèye
Directeur de l'ONG IED Afrique

« Le développement du Sénégal doit s'appuyer sur le potentiel endogène »

Nous vivons dans un pays (Sénégal) où 75% de la population vivent de l'agriculture. Cela veut dire que si on veut promouvoir le développement économique et social équilibré de ce pays, on ne peut pas ignorer les ¾ de la population dont les activités tournent autour de l'agriculture familiale.

Si on prend l'exemple de pays tels que l'Inde ou encore le Brésil, ils ont aujourd'hui dépassé le stade de pays émergents, alors qu'il y a de cela quelques années, on était au même niveau de développement. C'est parce qu'ils ont osé miser sur les exploitations familiales et ont créé les conditions de leur renforcement qu'ils sont arrivés à ce qu'ils sont maintenant.

Tout développement doit s'articuler autour du potentiel endogène qui existe dans le pays. Il faut faire en sorte que ce potentiel soit valorisé et mis au service de la grande masse de la population. Nous devons nous débarrasser de cette dépendance alimentaire qui nous oblige à importer annuellement plus de 800.000 tonne de riz alors que la facture laitière de notre pays s'élève à 100 milliards de F Cfa par an. Et pourtant dans la même période, il y a des zones où le lait est déversé faute de pouvoir être écoulé.

Il faut trouver des mécanismes qui nous permettent de transformer ce lait, produit localement et qui est de grande qualité, et de le rendre accessible. C'est la même

chose pour les fruits et les légumes. Aujourd'hui, si vous allez dans la région naturelle de la Casamance, elle est submergée de fruits (mangues notamment). Mais ils pourrissent sur place au moment où les hôtels et les grandes surfaces de distribution proposent à leurs clients des produits importés.

Le rôle de l'Etat devrait être de d'appuyer les agriculteurs familiaux, de les aider à se moderniser et à accéder aux crédits et d'organiser les OP, etc.

Le levier essentiel du développement du Sénégal doit être adossé à l'agriculture familiale.

Ousmane Badiane
1er vice président du Conseil régional de Dakar

Le CORAF opte pour une prise en compte du genre dans les activités du PPAO/WAAPP

La question de la prise en compte effective du Genre dans le secteur de la recherche et développement agricoles dans l'espace CEDEAO et plus précisément dans les activités du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (WAAPP/PPAAO) a fait l'objet d'un atelier régional de formation à Lomé du 19 au 23 août 2013.

Initiée par la Coordination régionale du WAAPP et placée sous la coordination du Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et Développement Agricoles (CORAF/WECARD), cette formation permettra de renforcer les capacités des coordonnateurs et des points focaux genre, pour une meilleure mise en œuvre de la politique genre régionale et du plan d'action genre régionale du PPAO.

Les données de la FAO 2003 révèlent que les femmes jouent un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire dans notre sous-région ouest africaine, puisqu'elles produisent à elles seules 80% de la production agricole destinée à la consommation des ménages et au marché, et de 50 à 60% des produits de l'élevage.

« Malgré cette prouesse salutaire des femmes, elles ne bénéficient pas d'accès équitable aux ressources agricoles nécessaires à une bonne productivité » a indiqué Dr. Mariame MAIGA, Représentant, le Directeur Exécutif du CORAF/WECARD.

« Dans les réalisations des projets PPAO en vue d'améliorer et renforcer la recherche et développement agricoles à l'émergence de la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest, il est impératif que les acteurs impliqués soient sen-



sibilisés et formés d'où l'opportunité de partager les expériences dans la prise en compte du genre » a expliqué Dr. Mariame MAIGA.

D'après Mindi LAMBONI, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, le Togo, dans la prise en compte

par le PPAO-Togo s'aligne sur la politique genre du CORAF, fait des efforts pour une meilleure prise en compte du genre dans les orientations politiques et macro-économiques nationale dans le domaine du développement agricole.

« Dans les documents de référence de la politique nationale de développement de l'agriculture togolaise (PNDAT 2012), la dimension genre est considérée comme un

axe transversal majeur dans la programmation et la réalisation des activités du secteur » a-t-il précisé.

Au Togo, la prise en compte du genre dans le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIA-SA) a contribué progressivement à l'amélioration de la production agricole des groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes. Et pour preuve, le Prix International décerné en juin dernier au Togo par la FAO pour ses bonnes performances en matière de sécurité alimentaire.

Sources : <http://horizon-news.info/article.php?lirearticle=1842>

39

Le New York Forum Africa plaide pour une énergie propre

Les questions de développement se posent aujourd'hui à l'échelle transnationale. C'est face à ce constat que l'homme d'influence Richard Attias a souhaité organiser le NYFA 2013, en partenariat avec la fondation Omar Bongo. Ce sommet a réuni plusieurs chefs d'Etats Africains au Gabon afin d'apporter des réponses aux nouveaux enjeux contemporains et définitivement « sortir de la spirale du sous-développement » selon les termes de Monsieur Bongo.

On le sait, les frontières ne protègent plus des nouvelles menaces qui pèsent sur nos sociétés globalisées. Les phénomènes climatiques, ou encore les épidémies, ne font pas de distinction entre les pays. L'exemple du réchauffement climatique est symptomatique de ce constat. Tandis

que les pays de l'hémisphère sud ont probablement moins contribué à détériorer la couche d'ozone que ceux du G8, ils pourraient être les premières victimes.

C'est notamment la raison pour laquelle le président Gabonais a réuni conjointement les chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC). Pour répondre à l'ensemble de ces préoccupations modernes, les participants avaient conscience du caractère global des solutions attendues. C'est pourquoi leurs propositions ne se sont pas limitées à des mesures pour l'emploi, cette réunion est également l'occasion de créer un véritable « hub de l'énergie » qui desservira toute la façade Atlantique du continent.

Dans un même temps les réflexions ont

porté sur le plan vert de l'agriculture du Maroc, l'objectif étant d'encourager le développement agricole durable au Gabon. Le Ministère de l'agriculture a notamment signé un contrat avec la firme Valliance Consulting. C'est sans doute en multipliant les partenariats que l'Afrique parviendra à ce que Richard Attias appelle « le chemin d'une croissance verte soutenue ».

<http://www.mediaterrre.org/afrique/actu,20130905111859.html>

Afrique de l'Ouest : Douze pays harmonisent leur vision sur le développement durable

Une quarantaine d'experts de douze pays de l'Afrique de l'Ouest ont débattu du changement climatique et du programme de développement durable des OMD pour la période post-2015, au cours d'un atelier sous-régional les 13 et 14 août dans la capitale togolaise.

La rencontre de Lomé a été un cadre de réflexion sur les nouvelles stratégies qui pourront promouvoir le développement durable en Afrique face aux défis du changement climatique.

Elle s'est tenue en prélude à la conférence africaine sur l'environnement prévue au Botswana et pour dégager une position commune de l'Afrique, dans la perspec-

tive de la conférence internationale sur le changement climatique qui se tiendra en novembre 2013 à Varsovie en Pologne.

Aussi, les 40 experts ont-ils débattu notamment des défis du changement climatique et de l'environnement, du secteur agricole et du développement durable et examiné les stratégies d'urgence au niveau des communautés vulnérables de l'Afrique de l'Ouest à l'épreuve du changement climatique. Selon la ministre de l'Environnement et des Ressources forestières du Togo, Mme Dédé Ekoué, le renforcement des capacités de la société civile face à cette problématique est une question fondamentale et se pose avec urgence.

Elle a estimé que la société civile, une fois bien outillée, pourra influencer le processus de négociation en favorisant davantage de financement au profit des communautés vulnérables pour la lutte contre le changement climatique en Afrique de l'Ouest. La rencontre de Lomé a été organisée par l'Alliance panafricaine pour le changement (PACJA) en collaboration avec l'Association des conseils chrétiens et églises en Afrique de l'Ouest (ACCEAO). Elle a regroupé des pays dont le Bénin, le Niger, la Gambie, la Guinée, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Togo.

<http://www.radioguineesud.com/articles/1823-afrique-de-l-ouest-douze-pays-harmonisent-leur-vision-sur-le-developpement-durable-apres-2015>

Journée internationale de la protection de la couche d'ozone 2013

40

En 1994, l'Assemblée générale a proclamé le 16 septembre, date anniversaire de celle de la signature, en 1987, du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Journée internationale de la protection de la couche d'ozone (résolution 49/114).

Elle a invité tous les États Membres à consacrer cette journée à l'encouragement d'activités concrètes conformes aux objectifs du Protocole de Montréal et de ses amendements. Elle a souligné l'importance de la couche d'ozone, qui, en filtrant la lumière solaire, empêche les effets néfastes de rayonnements ultraviolets atteignant la surface de la Terre, et préserve ainsi la vie sur notre planète.

L'ozone est une forme spéciale d'oxygène avec la formule chimique O₃. L'oxygène que nous respirons et qui est si importante pour le maintien de la vie a la formule chimique O₂. La majorité de l'ozone se trouve en altitude, dans l'atmosphère, entre 10 et 40 kilomètres au dessus de la surface de la Terre. Cette région est appelée stratosphère et représente environ 90% de toute l'ozone contenue dans l'atmosphère. L'ozone constitue une toute petite partie de notre atmosphère, mais sa présence est néanmoins vitale pour le bien-être des hommes et de la biosphère.

L'abandon progressif des utilisations réglementées de substances qui appauvrissent la couche d'ozone et les diminutions connexes de ces substances ont non seulement aidé à protéger la couche d'ozone pour les générations actuelles et futures mais ont, également, contribué de manière non négligeable aux efforts déployés par la communauté internationale pour faire face aux changements climatiques; de plus, l'élimination de ces substances a protégé la santé humaine et les écosystèmes en limitant le rayonnement ultraviolet nocif qui atteint la Terre.

Pourquoi devons nous prendre soin de l'ozone?

L'ozone qui se trouve dans la stratosphère absorbe certaines radiations d'ultraviolets du Soleil qui peuvent se révéler dangereuses pour la santé. Grâce à ce rôle bénéfique, l'ozone stratosphérique est considéré comme étant une « bonne » ozone. Par opposition, l'excès d'ozone à la surface de la Terre qui est formée à partir des polluants est considérée comme une « mauvaise » ozone parce qu'elle peut être nuisible aux hommes, aux plantes et aux animaux. L'ozone qui apparaît naturellement près de la surface de la Terre et dans la basse atmosphère est également profitable car elle participe à l'élimination des polluants de l'atmosphère.

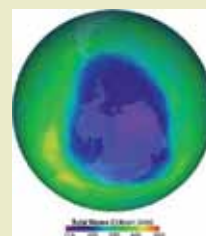
Trou dans la couche d'ozone

A la suite de la publication d'un article sur la découverte du British Antarctic Survey en mai 1985, le phénomène de dégradation de la couche d'ozone sur l'Antarctique a été nommé « trou d'ozone », une expression attribuée au Prix Nobel Sherwood Rowland. L'image satellite du trou dans la couche d'ozone est devenue le symbole global de cette menace environnementale qui a aidé à mobiliser et à remporter l'adhésion du public pour le Protocole de Montréal.

Le travail des scientifiques atmosphériques et des chercheurs liés à l'environnement continue de jouer un rôle prépondérant en matière d'information quant à la politique suivie par le Protocole de Montréal. Les images et les bulletins scientifiques au sujet de l'appauvrissement en ozone sont des outils de communication utiles pour faire part des progrès accomplis et renseigner sur les défis à venir.

Mesures prises

• Le protocole de Montréal, signé en septembre 1987, puis révisé à Londres, Copenhague, Montréal et Pékin jusqu'en 1999, a



préconisé une diminution des émissions de 50 % en dix ans. Sa ratification universelle (196 pays) a été atteinte en 2009, ce qui constitue un événement puisqu'il est le premier traité environnemental international à atteindre ce statut.

• L'Union européenne a proposé en 1989 une interdiction totale de l'utilisation des CFC (gaz fluorés faisant partie de la famille des halogénoalcanes) durant les années 1990, qui fut approuvée par les États-Unis. L'Union Européenne s'est ensuite dotée d'outils juridiques, dont le récent règlement européen (1005/2009), visant à transposer le Protocole de Montréal en droit européen, tout en fixant des objectifs plus ambitieux de réduction ou d'interdiction de certains gaz détruisant la couche d'ozone.

"Alors que nous essayons d'atténuer et de nous adapter au changement climatique, que nous faisons face à d'autres menaces environnementales et que nous mettons en oeuvre les résultats de la conférence de Rio +20 sur le développement durable, l'histoire du Protocole de Montréal met en évidence les avantages d'une économie verte inclusive. Ce succès démontre que, en agissant sur un aspect spécifique, nous pouvons avoir un impact positif parallèle sur d'autres aspects.", Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU.

Source : Programme des Nations Unies pour l'Environnement
<http://www.un.org/fr/events/ozoneday/>

Amélioration des statistiques relatives à la sécurité alimentaire, à l'agriculture durable et au développement rural : Plan d'action pour l'Afrique (2011-2015)

BAD, UA, CEA, FAO

Mai 2011

157 pages

L'agriculture joue un rôle clé dans le développement de l'Afrique en termes de croissance économique, d'amélioration du niveau de vie, de réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire. Raisons pour lesquelles, les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté une initiative africaine, visant à aider les pays africains à relancer la croissance agricole, en vue de combattre la faim et la pauvreté.

En réponse à la baisse de la qualité et de la quantité des statistiques agricoles dans les pays en voie de développement, la Commission des Nations Unies pour la Statistique (CSNU) a élaboré une stratégie globale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales en février 2010. L'objectif de la Stratégie globale était de fournir un cadre et une méthodologie qui permettrait d'améliorer la disponibilité et la qualité des statistiques internationales en matière d'alimentation et d'agriculture.

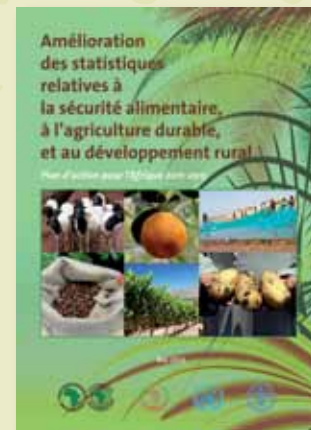
L'Afrique a été la première région à mettre en œuvre la Stratégie mondiale et le Plan d'action pour l'Afrique, conçu par la Banque africaine de développement (BAD), en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'Organisation pour l'alimentation et l'agri-

culture des Nations Unies (FAO) et l'Union africaine (CUA). Le plan d'action s'inscrit dans une perspective à long terme de 10 à 15 ans, avec une approche graduelle, la première phase couvrant la période 2011-2015.

La disponibilité de données précises et cohérentes aura certains effets positifs. Il permettra aux agriculteurs d'effectuer de meilleurs choix dans l'ensemencement et dans les ventes, et d'accroître la productivité agricole ainsi que les revenus. Il permettra également aux gouvernements d'élaborer des plans socio-économiques et de suivre les progrès accomplis.

La mise en œuvre du plan procédera d'une double approche : une première approche consistera à l'évaluation des pays, le renforcement des capacités, le développement de l'infrastructure statistique durable et de la recherche. La seconde approche portera sur la formation et l'assistance technique.

Un programme de travail du Plan d'action pour l'Afrique a été mis en place pour assurer de meilleurs résultats, la réduction des coûts et des efforts harmonisés et créer des synergies entre les institutions



phases. Le plan d'exécution global sera financé par un fonds d'affectation spéciale multi donateurs mondiale de la statistique agricole (GMDTFAS), hébergé par la FAO et la Banque mondiale. Ce fonds permettra d'allouer des ressources à des régions où la mobilisation de fonds est plus faible. Un Fonds fiduciaire régional pour l'Afrique sera géré par la Banque africaine de développement. L'estimation initiale pour la première phase (2011-2015) devrait être en moyenne de 13,2 millions de dollars par année pour soutenir tous les pays africains sur cinq ans.

Le financement total requis devrait être mobilisé par les donateurs. Les structures régionales de mise en œuvre peuvent être en mesure de fournir entre 15 et 20 pour cent du budget. Le Secrétariat régional de mise en œuvre sera hébergé par la BAD et le Bureau mondial par la FAO.

41

Main basse sur la terre : Land grabbing et nouveau colonialisme

Auteur : Stefano Liberti

Editeur : Rue de l'échiquier

Date de parution : 21 mars 2013

Nombre de pages : 244

Depuis quelques années, les fonds de pension et l'industrie agroalimentaire des pays riches se sont lancés dans une véritable ruée sur la terre, négociant l'achat ou la location de millions d'hectares de terres arables en Afrique et en Amérique du Sud.

Après la grave crise alimentaire de 2008, certaines nations arabes et asiatiques, ne disposant pas de surfaces agricoles suffisantes pour nourrir leurs populations, se sont tournées vers l'acquisition de terres à l'étranger – tout comme de nombreuses multinationales, qui cherchent à augmenter leur production d'agrocarburants dans une période où l'énergie soi-disant « verte » est en plein essor.

Entre autres conséquences : les ressources locales sont souvent exploitées de façon excessive et les relations entre les investisseurs et les gouvernements locaux entachées de faits de corruption.



Rencontre Internationale du Réseaux AgriCultures (AIM 2013)

IED Afrique hôte d'un atelier thématique multi-acteurs sur l'agriculture familiale durable



Atelier thématique sur l'agriculture familiale durable

42

L'agriculture familiale contribue de façon substantielle à l'essor économique de nombreux États. Elle demeure, cependant, insuffisamment promue et valorisée. Sa capacité à nourrir le monde et à jouer un rôle prépondérant dans la sécurité alimentaire continue de susciter des débats alimentés par les crises alimentaires récurrentes à travers le monde et plus particulièrement dans les pays du Sud. L'année internationale de l'agriculture familiale (2014) sera l'occasion de pousser la réflexion sur les défis qui se posent à l'agriculture familiale et les opportunités que les États pourraient tirer à assurer son efficacité et sa durabilité.

Le réseau AgriCultures, une plateforme d'acteurs unis par leur passion commune pour l'agro-écologie et convaincus que l'agriculture familiale peut constituer une excellente alternative aux systèmes agricoles dominants incapables à ce jour de faire face de manière durable à l'insé-

rité alimentaire, n'a pas attendu 2014 pour engager un débat soutenu sur l'agriculture familiale. En effet, dans le cadre de sa rencontre annuelle organisée cette année au Sénégal (AIM 2013), le Réseau AgriCultures et l'ONG IED Afrique, membre du Réseau et hôte de cette rencontre, ont organisé le lundi 26 août 2013 à Dakar un atelier thématique multi-acteurs sur « Agriculture durable et familiale : défis et opportunités d'un monde qui change ! ».

L'objectif de l'atelier était d'explorer les défis et opportunités des pratiques agricoles familiales durables dans différentes régions du monde dont l'Afrique de l'ouest, l'Asie, l'Amérique Latine, afin de formuler des orientations stratégiques collaboratives en vue de l'année internationale de l'agriculture familiale. De nombreuses organisations paysannes, des institutions de recherche et de la société civile, les ministères de l'agriculture et de l'environnement du Sénégal

et leurs services techniques ainsi que des membres du réseau AgriCultures venus des Pays-Bas, du Brésil, du Pérou, du Chili, du Kenya et de l'Inde ont pris part à cet atelier qui a permis de passer en revue les contraintes du développement de l'agriculture familiale, qui pour l'essentiel gravitent autour de l'absence de soutien de la part des décideurs politiques, de la faible capacité organisationnelle des paysans, du manque d'information sur les marchés, des problèmes d'accès à la terre, de l'absence de cadres juridiques et institutionnels adaptés, etc.

L'atelier a également permis de partager les connaissances et les expériences les plus innovantes développées dans les pays respectifs, et de montrer le potentiel important l'agriculture familiale et sa forte capacité à contribuer à la sécurité alimentaire lorsqu'elle est valorisée et repose sur des systèmes de production durable.

Promotion de la RNA au Sénégal

Les paysans de Khatre Sy partagent leur expérience avec les membres du Réseau AgriCultures

Confrontées depuis longtemps à une dégradation continue de leurs sols qui impacte négativement sur la productivité et la production agricoles, les populations de Khatre Sy (un village situé au centre du Sénégal à 130 km de Dakar) explorent, depuis quelques années, la solution de la Régénération naturelle assistée (RNA) pour inverser cette dégradation, redynamiser l'agriculture et assurer leur sécurité alimentaire.

L'expérience initiée par le Projet de reforestation dans le nord du bassin arachidier (PREVINOBA) et capitalisée par IED Afrique dans le cadre du programme « African Re-greening Initiative » (ARI), a connu un succès indéniable qui dépasse désormais les frontières nationales du Sénégal.

Après le Réseau des parlementaires sénégalais en environnement (REPES) en mars 2012, c'est au tour des membres du Réseau international AgriCultures (AgriCultures Network) de visiter cette expérience le 28 août dernier. Cette visite organisée par IED Afrique (hôte de la rencontre annuelle 2013 du Réseau) a permis aux autres membres du Réseau venus du Brésil, des Pays Bas, du Pérou, du Kenya, du Chili et de l'Inde de constater les efforts déployés par les communautés locales pour reverdir leur terroir et renforcer le niveau de productivité des sols.

Le contraste frappant entre les paysages verdoyants de Khatre Sy et la désolation qui caractérise les paysages des villages environnants et les plants de mil, d'arachide et de niébé qui s'épanouissent à l'ombre de jeunes arbres bien entretenus, ont été parmi les aspects qui ont marqué les membres du Réseau.

Pour Samuel Mwangi de l'organisation Arid Lands Information Network (ALIN) du Kenya, « une telle initiative est à encourager pour, non seulement, renforcer la productivité des sols et assurer une sécurité alimentaire durable aux populations de cette localité perdue dans le centre du Sénégal, mais aussi, pour reverdir cette zone menacée par une dégradation avancée des ressources naturelles, notamment les ressources forestières ».

Selon Samuel Mwangi, une telle visite lui a permis de s'imprégner de ce qui se fait en matière d'agro-écologie au Sénégal. « Cela est d'autant plus important que le Sénégal et le Kenya sont confrontés aux mêmes problèmes sur les plans agricole et environnementale. Cette visite permet donc d'échanger sur nos expériences respectives et d'apprendre les uns des autres ».

En effet, la visite de terrain a été suivie d'échanges fructueux avec les populations

de la localité, qui ont relaté le processus qui a abouti à la mise en place d'une telle initiative. Ces échanges ont surtout permis de mettre à jour un certain nombre de défis (l'accès à l'eau, le déficit infrastructurel, etc.). Partant des expériences développées dans leurs pays d'origine, les membres du réseau ont formulé des orientations et des recommandations pour aider les populations de Khatre Sy à relever ces défis et assurer la durabilité de l'agriculture dans le Village. C'est ainsi que concernant le problème de l'accès à l'eau, Prasad, de LEISA India a recommandé d'aménager de grands bassins permettant de récupérer l'eau de pluie et de la conserver pour l'irrigation et l'approvisionnement en eau du bétail.

Enfin, le Réseau a suggéré aux populations de Khatre Sy, de maintenir la dynamique qu'elles ont engagée car elles sont devenues de véritables références en matière de pratique de la RNA. En effet, l'expérience de Khatre Sy a aujourd'hui traversé les frontières du Sénégal et est donnée, en exemple, à l'occasion de nombreuses rencontres internationales, particulièrement, lors de la Conférence Rio+20.



Zone de mise en défens de Khatre Sy

AgriCultures Network

« Faciliter le dialogue entre acteurs pour renforcer les exploitations familiales »



Le **Réseau AgriCultures** réunit plusieurs organisations de l'Amérique latine, de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique engagées dans la promotion de l'agriculture durable. Son rôle est de mettre en place un certain nombre d'activités qui consistent à :

- ❑ Repérer l'essentiel des connaissances et des pratiques durables d'agriculture et de mettre en place des supports et des outils de communication en vue de leur partage à grande échelle.
- ❑ Organiser des dialogues pour faciliter les interactions entre les différents acteurs qui sont impliqués dans les activités agricoles, les producteurs, les décideurs, les organisations de la société civile, afin de convenir ensemble de politiques qui soient adaptées pour répondre aux défis auxquels l'agriculture familiale fait face.

